

• novembre 1995 • n° 396 •

INPRECO

*Afrique
du Sud :*
**Les chemins
risqués
du réalisme**

SOMMAIRE

FRANCE L'élan de la grève générale des services publics <i>Evariste Liegenfal</i>	3
MAROC « La voie démocratique » <i>Entretien avec Elharif Abdallah et Chbari Abdelmoumene</i>	5
ETATS-UNIS La marche sur Washington <i>Joe Auciello</i> Le facteur Farrakhan <i>Ron Daniels</i>	9 10
LIVRES DU MOIS	11
HAÏTI La montée des tensions <i>Arthur Mahon</i>	21
POLOGNE Les enjeux de la présidentielle <i>Zbigniew Kowalewski</i>	24
PORTUGAL Victoire du PS <i>Entretien avec Francisco Louça</i>	26
ERNEST MANDEL (1923-1995)	28
AFRIQUE DU SUD Les rendez-vous manqués de la classe ouvrière <i>Pierre Beaudet</i>	30
NOUVELLES DU MONDE	36

Lecteurs solidaires

Dans bien des pays le prix de notre magazine constitue un obstacle à sa lecture. Pour nombre de prisonniers politiques *Inprecor* est le seul lien avec la réflexion du mouvement ouvrier. Nous avons toujours tenté de répondre à leurs demandes, mais nos difficultés financières nous imposent, malheureusement trop souvent, de limiter le nombre d'exemplaires envoyés à ceux qui en ont le plus besoin. Vous pouvez nous aider à cette tâche. Nous lançons ainsi la campagne «lecteurs solidaires», qui nous permettra, à chaque fois que nous recevrons 150,00 francs, de fournir pendant six mois *Inprecor* à celle où à celui qui, autrement, n'aurait pu le recevoir. Et, si vous le souhaitez, nous informerons la ou le bénéficiaire de votre solidarité.

Nous comptons sur votre aide.



Dossier: Conférence de Pékin

Un consensus satisfaisant <i>Sophie Massouri</i>	12
Déclaration des ONG <i>Document</i>	15
Déclaration de Pékin <i>Document</i>	16
La Banque mondiale dénie les droits des femmes <i>Michel Chossudovsky</i>	18
Les ONG et l'ONU <i>Sophie Massouri</i>	20



ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
Afrique du Nord - Moyen-Orient	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
Afrique - Amériques - Asie	220 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
Pli fermé France - Europe	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Abonnement	<input type="checkbox"/>	Réabonnement	<input type="checkbox"/>
Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)	<input type="checkbox"/>		
Institutions (600 FF, 1 AN)	<input type="checkbox"/>		
« Lecteurs solidaires »	<input type="checkbox"/>	(150FF, 6 mois)	<input type="checkbox"/>
« Découvrir INPRECOR » *	<input type="checkbox"/>	(75 FF, 3 mois)	<input type="checkbox"/>

*(Réservé aux nouveaux abonnés)

Nom -Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

France

L'élan de la grève générale des services publics

L'ampleur de la grève du 10 octobre dans les services publics témoigne du réveil du mouvement social en France. Elle contribue à saper un peu plus le crédit du président Jacques Chirac et à fragiliser le gouvernement d'Alain Juppé. Les suites à donner à cette journée sont débattues par les organisations syndicales.

Evriste Liegenfal

LES DÉCLARATIONS INTEMPESTIVES du gouvernement, sa volonté affirmée d'imposer le gel des salaires des fonctionnaires pour l'année 1996, ont excédé les salariés de l'État, des services publics et provoqué l'unité des sept fédérations de fonctionnaires : le bloc des quatre fédérations « réformistes », pourtant peu prompts à se montrer combatives — bloc constitué de la CFDT, de la CFTC, de la CGC et de l'UNSA, union de syndicats autonomes (dont la FEN dans l'éducation, la FASP, fédération autonome des syndicats de police...) — ne pouvait laisser complètement le terrain de la riposte à la CGT, à FO et à la FSU. D'autant que des élections professionnelles vont se dérouler fin octobre à La Poste, aux Télécoms, dans les fonctions publiques territoriale et hospitalière.

Après la constitution de ce front syndical unitaire et l'annonce d'une journée de grève, le gouvernement avait encore la possibilité de désamorcer la grève. Il n'a pas saisi les opportunités qui lui étaient offertes. Tout au contraire, il a redoublé ses attaques injurieuses contre les fonctionnaires. S'il n'a pas essayé de rompre l'unité retrouvée des organisations syndicales, c'est sans doute qu'il a sous-estimé l'impact que pouvait avoir une grève générale dans la fonction publique. Peut-être a-t-il aussi pensé ne pas pouvoir éviter une confrontation avec les salariés et décidé de montrer à cette occasion sa fermeté à poursuivre sa politique, malgré la contestation sociale. Sa volonté de réduire les dépenses publiques pour satisfaire les marchés financiers et préparer l'Union monétaire à la sauce Maastricht, le contraint à se trouver durablement en porte-à-faux par rapport aux déclarations électorales du candidat Chirac et surtout à s'affronter avec le mouvement social. Le prix à payer, pour le président et son gouvernement, est une perte de popularité sans précédent.

Les déclarations agressives, les bévues et le lot quotidien de minables corruptions, viennent renforcer la crise de cette équipe gouvernementale et attiser la colère de ses salariés. Ainsi les attaques contre les fonctionnaires, ces « nouveaux

nantis », ont-elles fait long feu et — paradoxe — renforcé la compréhension, la sympathie envers la grève. Un sondage, publié par *Le Parisien* du 10 octobre, est à cet égard intéressant : 57 % des Français « soutenaient » ou exprimaient de la « sympathie à l'égard de la grève des salariés du service public qui protestent contre le gel des salaires pour 1996 » (ainsi était libellée la question), contre 26 % qui se déclaraient « assez opposés » ou « hostiles ». Restent 15 % qui sont « indifférents » et 2 % qui ne se prononcent pas. Fait notable : les chômeurs interrogés s'avéraient un peu plus favorables encore (58 % « soutien ou sympathie » contre 20 % seulement « opposés ou hostiles »).

LA COUPURE TANT REDOUTÉE par une partie du mouvement syndical entre fonctionnaires, salariés et chômeurs ne s'est donc pas manifestée. La question de l'emploi était d'ailleurs au centre des préoccupations des grévistes et les mots d'ordre dans les manifestations en témoignaient largement. La situation de l'emploi s'est en effet partout dégradée dans les services publics, l'État menant une politique systématique de précarisation de l'emploi : temps partiels, contrats à durée déterminée, contrats Emploi-Solidarité, personnels hors statut, vacataires.

Si la question salariale fut l'élément qui a déclenché la riposte et obligé les organisations syndicales à réagir unitairement, les motivations des salariés du secteur public en grève étaient plus profondes : l'emploi, le rejet de l'arrogance gouvernementale et des facteurs liés aux différents secteurs. Ainsi, les menaces de plus en plus lourdes de privatisation de France-Télécom ont-elles poussé plus de 70 % des salariés à la grève.

Si plus de deux enseignants sur trois étaient en grève, c'est que les conditions d'emploi et de travail, dans l'éducation nationale, se dégradent, le gouvernement voulant effacer le rapport de forces de l'immense manifestation laïque du 16 janvier 1994. L'école responsable du chômage, ce vieux discours, injuste et faux, tant de fois resservi, excède parti-

culièrement les personnels de l'éducation qui ont conscience d'assumer leur rôle social d'éducateurs sans les moyens de combattre les inégalités.

L'ENSEMBLE DE CES FACTEURS explique l'ampleur du mouvement, qui a surpris : plus de deux millions de grévistes, les grandes villes paralysées, des centaines de milliers de manifestants dans des cortèges animés, combatifs, scandant ou chantant des mots d'ordre contre la politique gouvernementale ou directement contre le gouvernement.

L'élan unitaire a aussi manifesté dans la rue une volonté de solidarité de tous les salariés, d'un lien à tisser entre agents et usagers du service public. Dans le mot d'ordre tant repris « augmentation, augmentation pour tous », ce « pour tous » tonique disait cette volonté de rassembler tous les travailleurs dans un combat commun.

Les manifestations ont par ailleurs témoigné des recompositions à l'œuvre dans le mouvement syndical. Depuis la création de SUD à la Poste et aux Télécoms, du CRC Santé, par les exclus de la CFDT, depuis la confirmation d'organisations non confédérées telles le SNUI des impôts, depuis le rassemblement des exclus de feu la FEN dans une nouvelle fédéra-

tion pluraliste, la Fédération syndicale unitaire (FSU) devenue en moins d'un an majoritaire dans le secteur Education, l'on n'avait pas mesuré dans la rue l'importance de ces transformations. Le bloc des quatre organisations syndicales réformistes, quoique minoritaire dans le vote des personnels, occupe encore la majorité des sièges dans les organismes de concertation, au Conseil supérieur de la fonction publique notamment, grâce à la complaisance du gouvernement précédent d'Edouard Balladur.

Pour la manifestation parisienne, la proposition de la CGT et de la FSU d'organiser des cortèges unitaires par secteur étant rejetée, chaque fédération a défilé sous ses propres bannières. Résultat : les quatre fédérations « réformistes » n'ont pu compter que sur un manifestant sur cinq dans cette imposante manifestation qui s'est étirée de la Bastille à Saint-Augustin. La CGT, première incontestée, avait fortement mobilisé. Elle était suivie, en nombre, par la FSU dont le cortège très animé, haut en couleur, attirait l'attention. Le groupe des dix, avec SUD, CRC et SNUI, fermait la marche dans une importante et dynamique fin de manifestation. Ce poids des cortèges combatifs n'est pas sans importance pour la suite.

LA SUITE ? IL N'EST PAS SUR, TOUT D'ABORD, que l'unité de toutes les fédérations puisse être préservée.

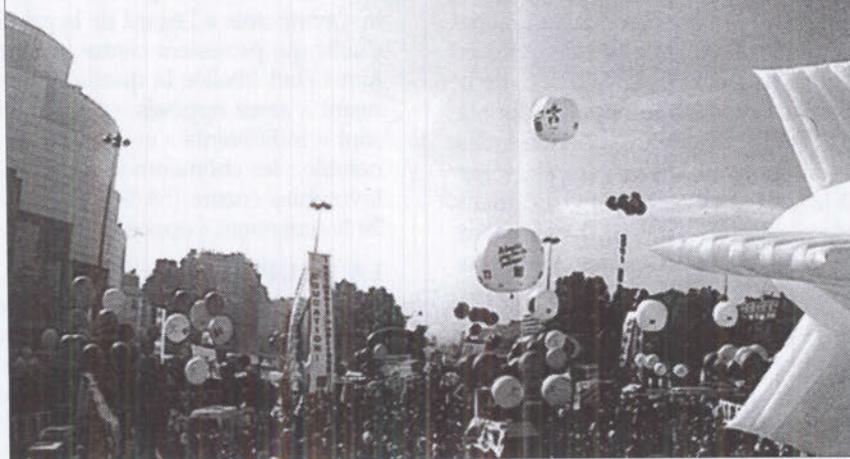
La CGT, FO, la FSU — le groupe des dix, non invité aux réunions unitaires, est sur la même orientation — appellent,

après le 10 octobre, à une riposte plus dure sur l'ensemble des dossiers (emploi, salaires, protection sociale). Sur la question salariale, ils continuent d'exiger la levée du gel pour 1996 et l'ouverture de négociations immédiates.

De leur côté, les quatre fédérations « réformistes » attendent manifestement que le gouvernement fasse un geste. Celui-ci est donc en mesure de diviser le front syndical sur cette question des salaires, ce à quoi Jean Puech, le ministre de la Fonction publique, semble bien vouloir s'employer : il proposerait des négociations au deuxième trimestre de 1996. Sur ce terrain, les manœuvres, grandes ou petites, ne font que commencer.

Par contre, alors que les discussions sur l'avenir de la protection sociale commencent à peine, le gouvernement vient de décréter la rigueur dans le secteur de la Santé : les dépenses des hôpitaux ne devront pas augmenter de plus de 2,1 % l'année prochaine (moins que l'inflation projetée) et le forfait que doivent payer les malades hospitalisés passe de 55 F à 70 F par jour, alors que, souligne *Le Monde*, « Monsieur Juppé ne cesse de répéter que certaines réformes ne peuvent être conduites à la hussarde, mais doivent l'être dans la concertation ».

L'élan unitaire



Maladresse — une de plus — ou volonté délibérée de montrer qu'on peut imposer une décision impopulaire — une de plus — à des « partenaires sociaux » pourtant mobilisés ?

Le Premier ministre sort à peine des turbulences suscitées par le scandale de son appartement que la ville de Paris — c'est-à-dire lui

même — lui avait fort généreusement alloué ; il se proposait, paraît-il, de reconquérir l'opinion. *Le Monde* commente sobrement : « la nouvelle stratégie, à peine définie, se révèle d'une brutalité inattendue ».

Elle va provoquer, à n'en point douter, la riposte syndicale. A défaut de l'unité de tous, dans le sillage du 10 octobre, ce pourrait être une réaction commune CGT, FO, FSU, groupe des dix.

Une nouvelle mobilisation — grève, manifestation nationale à Paris — est donc à l'ordre du jour.

Les décisions contre la Santé, les menaces contre la protection sociale, le développement de la précarité nécessitent une riposte interprofessionnelle, préparée par un travail syndical unitaire, la recherche d'objectifs qui unifient et permettent de construire durablement l'unité d'action.

Maroc

« La Voie démocratique »

Nous avons réalisé l'entretien ci-dessous avec nos confrères du nouvel hebdomadaire marocain *Annahj Demokrati* (La Voie démocratique). Elharif Abdallah est membre du comité de rédaction. Condamné à 20 ans de prison pour appartenance à l'Organisation marocaine Ila Al Amam, il en a fait 17 et a été libéré en janvier 1992. Chbari Abdelmoumene est directeur du journal, également ancien détenu politique condamné à 10 ans pour appartenance à la même organisation, il a passé 9 ans en prison et a été libéré en juillet 1994 dans le cadre de l'Amnistie générale.

*Propors recueillis par Sonia Leith
Octobre 1995*

INPRECOR : Comment se présente aujourd'hui la situation sociale et politique générale au Maroc ?

Elharif Abdallah : Le Maroc connaît une détérioration de sa situation économique et sociale. Cette réalité renforce les contradictions de classes. Le peuple marocain a réussi, avec l'appui des forces démocratiques internationales, à arracher quelques acquis, surtout, en matière de libertés politiques et de droits de l'homme : parmi eux la libération d'un nombre important de prisonniers politiques, le retour de la majorité des exilés, quelques informations sur des personnes enlevées ainsi qu'une relative amélioration du statut des femmes et de l'Amazigh (la langue berbère). Ces acquis sont réels, même si le pouvoir tente de les fragiliser et de les récupérer dans le cadre d'institutions nouvellement créées, comme le Conseil des droits de l'homme, ou le Conseil du dialogue social.

Face à cette situation les gens réagissent en s'engageant dans la lutte. Il est vrai que la période actuelle connaît un certain recul par rapport à la fin des années 80 et au début des années 90. Néanmoins, le peuple marocain possède encore des potentialités de résistance qui se traduisent, d'un côté, par une série de grèves très dures comme la grève des chemins de fer qui a duré plus d'un mois, et la grève des mines de Djebel Aouam qui a duré plus de deux ans et demi, de l'autre par des luttes pour les droits civils afin de préserver et d'élargir les acquis (notamment au niveau des quartiers et parmi les paysans). En ce qui concerne les forces politiques, il existe des forces parlementaires et extraparlémentaires. Les premières sont traversées par deux courants, l'un globalement combatif, avec des limites, mais assez sensible aux luttes de notre peuple, l'autre plus proche du pouvoir, formé essentiellement par des technocrates qui tirent leurs privilèges des institutions

parlementaires et étatiques locales. Force est de constater qu'il y a une lutte entre ces deux courants, et que le courant combatif a réalisé durant la dernière période une avancée au sein du parti de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) de l'Organisation du travail. Même l'ex-Parti communiste (Parti du progrès et du socialisme, PPS) qui apparaissait, jusqu'à son dernier congrès, comme un parti sans conflits n'échappe plus à ce phénomène. Ainsi donc, le malaise que connaissent ces forces est lié à l'approfondissement des contradictions au sein de la société. Quant à la gauche proche du mouvement marxiste-léniniste, elle a fait depuis le début des années 90 des tentatives d'unification dans un cadre politique légal.

Ces tentatives ont vu des périodes d'avancée et de recul. Signalons par ailleurs, que cette gauche qui était dans ses débuts essentiellement liée à la jeunesse, en particulier lycéenne et estudiantine, bénéficie aujourd'hui d'une présence au sein des deux principales centrales syndicales : l'Union générale des travailleurs du Maroc (UGTM), et la Confédération démocratique du travail (CDT), ainsi qu'au sein d'associations diverses comme l'Association des chômeurs diplômés, l'Association des droits de l'homme, les associations féministes, etc.

De par cette présence, ce courant forme un pôle influent dans la lutte syndicale et plus généralement sur la scène politique d'une façon générale. Cela s'explique par sa combativité, durant 25 ans, et son rejet de toute forme de compromission avec le pouvoir sur le dos du peuple.

La gauche a constamment refusé le consensus national réactionnaire visant à mettre fin aux luttes. Elle a toujours été contre la paix sociale qui n'est qu'une guerre de classe contre tous les travailleurs. Elle a également été partie prenante de toutes les luttes en payant cher cet engagement.



Chbari Abdelmoumene : La situation politique au Maroc peut exploser car elle est porteuse de contradictions insolubles à court terme. Le pouvoir est incapable de résoudre les problèmes qui touchent aux conditions de vie des gens (salaires, santé, etc.). Pis encore, le pouvoir semble vouloir anéantir ce qui reste d'acquis arrachés par le mouvement démocratique au début des années 60, en particulier la gratuité de l'enseignement. La détérioration de la situation sociale reflète une détérioration de la situation économique. En effet, le pouvoir marocain s'ingénie à poursuivre l'application des diktats du Fonds monétaire international (FMI). Il a même adopté une série de mesures parfaitement compatibles avec les exigences des institutions impérialistes. C'est dans ce cadre que s'inscrit la signature des accords du GATT.

Le bouleversement de la situation mondiale, en particulier la chute de l'Europe de l'Est et les transformations au niveau régional, contraint à la recherche de nouvelles solutions.

Le pouvoir a toujours combiné la répression et la manœuvre politique pour garantir sa stabilité et sa propre continuité. C'est ainsi qu'après les années 80, suite à l'ensemble des transformations mondiales et régionales, il a tenté de former autour de lui une sorte de consensus à travers l'installation d'une série de conseils prenant en charge tous les dossiers brûlants dans le pays :

- le Conseil consultatif des droits de l'homme en réponse à la détérioration de l'image du pouvoir en matière de droits de l'homme ;

- le Conseil des femmes, comme réponse au développement du mouvement féministe et à la montée de la revendication d'amendement de la Moudawina (code du statut personnel), ce conseil réunit les différentes sensibilités féministes

qui tentent d'apporter des améliorations à l'ombre du pouvoir ;

- un Conseil pour le dialogue social suite aux luttes sociales menées par les syndicats, en particulier la CDT qui a proclamé plus d'une fois des grèves générales

Force est de constater que la manœuvre politique est relativement efficace dans la mesure où elle permet de freiner la radicalisation dans le pays. Mais le dilemme c'est que le gouvernement a été contraint de faire des concessions en matière de libertés publiques, comme l'amnistie générale de 1994 (cela ne veut pas dire que les prisons sont aujourd'hui vides, bien au contraire, environ 50 prisonniers politiques sont toujours détenus dans les différentes prisons du pays) les amendements sur la garde à vue, l'amendement de la Moudawina qui porte sur le divorce.

Ces concessions n'ont pas été accompagnées par la satisfaction des revendications matérielles et sociales de l'ensemble des travailleurs. Cela n'a pas empêché les partis politiques de faire beaucoup de bruit autour de ces acquis tout en fermant les yeux sur les besoins vitaux de la population. Cette situation complexe fait que les partis politiques n'échappent pas à la contradiction entre leur direction, ou une partie de leur direction compromise, et leur base combattive.

C'est d'ailleurs, dans ce cadre que se situent les récentes transformations au sein des partis. Les forces combattives ont réussi à prendre le contrôle de l'USFP. De même, lors de son dernier congrès qui s'est déroulé au mois de juillet 1995, le Parti du progrès et du socialisme (PPS) a vu l'apparition en son sein d'un courant combatif. C'est le cas également de l'Organisation d'action démocratique et populaire (OADP), où le courant combatif est parvenu à être hégémonique, ce qui explique sa décision de boycotter le référendum sur l'amendement d'un article de la constitution, organisé le 15 septembre 1995. Le Parti d'avant-garde démocratique et socialiste est le seul parti qui continue à avoir des positions correctes, néanmoins il est incapable de tisser des alliances avec les différents courants qui partagent ses opinions. La gauche, qui a connu la longue et douloureuse expérience de la prison et de l'exil, est aujourd'hui traversée par un débat dont l'objectif est de se doter d'un nouveau cadre politique, sur la base de son riche patrimoine, tout en adoptant de nouvelles formes organisationnelles et politiques, sans escamoter les différenciations.

● Quelles sont les répercussions de la situation algérienne sur le Maroc, surtout depuis le coup d'État de janvier 1992 ?

Elharif Abdallah : Ce qui se passe en Algérie a, incontestablement, des répercussions sur le Maroc du fait même des relations historiques entre nos deux peuples. Cependant, je pense que la politique du pouvoir marocain vis-à-vis du courant islamiste est très différente de celle qui a été adoptée par Chadli à l'égard du FIS. Au Maroc, et contrairement à l'Algérie, l'opposition, y compris radicale, a toujours existé. En Algérie, l'opposition a rallié le pouvoir du FLN, laissant le terrain vide à la contestation islamiste.

Au Maroc l'opposition, essentiellement radicale, a eu une influence majeure sur la jeunesse et a toujours bénéficié aux yeux du peuple d'une crédibilité réelle parce qu'elle n'a jamais été récupérée par les institutions officielles. Par

ailleurs, je pense que l'absence de cohésion à l'intérieur du FLN et les querelles intestines ont donné la possibilité au courant islamiste de se développer sur une longue période. Certains fractions du FLN se sont même appuyées sur les islamistes dans leurs batailles internes. L'opposition radicale en Algérie, et je pense même dans une certaine mesure en Tunisie, a fini ou par se rallier au pouvoir ou par se dissoudre.

Cela ne veut pas dire que la bataille contre les islamistes soit déjà gagnée au Maroc, ces derniers bénéficient de moyens matériels très importants et la montée de l'islamisme en Algérie les encourage. Le discrédit subi par le socialisme depuis la chute de l'URSS — même si nous avons jamais été pro-soviétiques ou pro-chinois, car nous sommes avant tout Marocains — crée un cadre général dans lequel l'influence du bloc socialiste n'existe plus, ce qui facilite l'implantation des islamistes.

Combattre l'islamisme, c'est lutter pour la démocratie, une démocratie indivisible avec un contenu social, économique et culturel. C'est là où résident les dangers qui guettent l'opposition et le mouvement démocratique dans nos pays. En ce sens que les pouvoirs en place essayent de les limiter à des revendications de réformes politiques et constitutionnelles partielles sans remise en cause du régime économique et par conséquent des relations sociales pour permettre au peuple de sortir de la misère, d'avoir des logements dignes, etc. Notre lutte doit impérativement faire ce lien entre le politique et le socio-économique parce que l'élargissement des libertés démocratiques doit être exploité pour organiser les masses afin qu'elles puissent arracher des acquis socio-économiques, qui viendront renforcer le mouvement social.

Chbari Abdelmoumene : Je pense que l'histoire, la langue et la situation géopolitique font qu'on partage beaucoup de choses avec l'Algérie. De toute évidence, la situation dans ce pays a des répercussions contradictoires. Le régime marocain d'une part tire profit des événements en cours mais de l'autre il a peur. Il en tire profit, parce que l'Algérie préoccupée par sa situation interne très complexe n'est plus en mesure d'apporter le même intérêt à la question du Sahara occidental. Toutefois, l'aspect négatif provient du fait que la guerre menée par les forces islamistes en Algérie, qui bénéficient souvent d'un soutien logistique via le Maroc — certains indices prouvent que le Maroc ne sait pas ce qui se passe sur son territoire —, renforce leurs homologues marocains et popularise l'héroïsme islamiste. Même si les conditions d'apparition des deux courants sont différentes : en Algérie, les islamistes sont apparus dans un contexte d'étouffement des libertés politiques, de règne du parti unique, etc., au Maroc le mouvement islamiste est né sous l'œil bienveillant du pouvoir. Par conséquent c'était un mouvement officiel, agissant dans la légalité et dont la fonction était de combattre l'athéisme, en particulier les mouvements marxiste-léniniste et progressiste en général. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre l'assassinat d'Omar Ben Jalloun et la guerre menée contre les militants dans le milieu étudiant. Le courant islamiste au Maroc est faible comparativement à ses homologues algérien, tunisien et égyptien. S'y ajoute le fait que la majorité de ce courant ne remet pas en cause le cadre actuel et se contente de demander quelques modifications de la législation marocaine, de sorte qu'elle soit conforme à la législation islamique. Néan-

moins il existe un courant fascinant qui est le Mouvement de la justice et de la bienfaisance (Harakat al Adl wal Ihsen) de Yassin : il s'agit d'un courant qui constitue un danger pour la démocratie dans le pays.

● Dans quel cadre s'inscrit votre projet *La Voie démocratique* ?

Elharif Abdallah : *La Voie démocratique* est le produit de cette situation contradictoire de détérioration socio-économique qui offre en revanche une certaine marge de liberté d'expression, de publication et de constitution d'associations. Il fallait qu'on tire profit des nouvelles conditions pour élargir notre action qui passait auparavant essentiellement par l'intervention au sein des organisations de masse et des syndicats. Il fallait se donner une orientation commune à notre action. Le journal sera le moyen de transformer les acquis démocratiques en acquis pour tout le peuple. Surtout sur le plan économique et social. Ce projet offre la possibilité d'un cadre plus large pour rassembler tous les militants qui se sont liés d'une façon ou d'une autre à l'expérience marxiste-léniniste marocaine. *La Voie démocratique* œuvrera également pour que les forces militantes intègres se rassemblent autour d'initiatives communes, elle sera une tribune, y compris pour les forces combattives afin qu'elles expriment leurs opinions et leurs positions. Nous pensons que les conditions existent aujourd'hui pour que ces forces au sein des partis parlementaires ou extraparlimentaires s'engagent autour d'axes de lutte commune et éventuellement envisagent dans l'avenir d'autres formes plus développées d'intervention.

Chbari Abdelmoumene : Le projet de *La voie démocratique* ne peut être compris que dans le cadre du développement de la gauche au Maroc. Comme on le sait, la gauche est apparue dans les années 70, dans un contexte national et international bien précis, cette gauche était formée essentiellement par l'organisation Ila Al Amam, l'organisation 23-Mars et l'organisation maoïste « Li nakhdum Al Chaab ». Ces trois forces ont formé le mouvement marxiste-léniniste, c'est-à-dire la nouvelle gauche. Toutefois, la répression qui s'est abattue sur elle, depuis son apparition jusqu'aux années 90, a entravé son intervention et empêché la continuité de ces organisations ainsi que leur centralisation. Tout en préservant leur présence au sein des organisations de masse (ce qui leur a permis de se renforcer), elles se sont développées dans les limites imposées par le contexte politique en ce qui concerne les mots d'ordre et les formes de lutte. Par conséquent, en l'absence d'une centralisation organisationnelle, les prolongements de la gauche au sein des organisations de masse ont bénéficié d'une indépendance relative dans la gestion de leur intervention et l'élaboration de leur ligne, sur la base des textes de cette gauche.

Les années 80 ont donné à la gauche marocaine la possibilité de suivre une nouvelle voie, en essayant de profiter de l'ouverture politique qui n'a jamais été un cadeau mais le fruit d'une longue et douloureuse lutte. Notre souci aujourd'hui est comment rassembler cette gauche et l'encadrer dans un projet politique ? Notre objectif est de faire un journal qui soit l'expression politique et idéologique de ce

courant, de participer à l'organisation d'une lutte publique autour des questions qui préoccupent l'ensemble de cette gauche, de rassembler la mouvance et d'exprimer toutes les positions qui la traversent.

Le journal sera géré démocratiquement, notre démarche sera dynamique afin de favoriser les débats, tout en excluant toute forme de centralisation. *La Voie démocratique* sera une tribune en vue de définir des références idéologiques et un programme politique. Nous pensons que le socialisme est toujours à l'ordre du jour. Le marxisme ouvert, tel qu'il a été développé par d'autres courants (maoïsme, trotskysme, etc), est notre référence. Notre journal prendra en charge la diversité culturelle (y compris le problème berbère) et géographique du Maroc.

Notre projet n'est pas arrêté, il s'agit d'un cadre ouvert au débat. Nous adopterons une démarche unitaire dans la lutte, y compris, vis-à-vis des forces d'opposition animées par une réelle volonté de changement.

● **Comment comptez-vous prendre en charge la question Amazigh et la question des femmes ?**

Elharif Abdallah : *La Voie démocratique* s'inscrit dans la continuité et le développement du mouvement marxiste-léniniste. Ce mouvement, et en particulier l'organisation Il Al Amam, a toujours défendu une position claire quant à la question Amazigh. Ce fut la seule organisation qui a essayé de poser la question culturelle et ethnico-identitaire du Maroc, pour y apporter des réponses. Il existe sur la question des écrits de Il Al Amam qui analysent la réalité contrastée du Maroc (le Rif qui est une région berbérophone, le Souss, l'Atlas, etc.) *La Voie démocratique* a adopté ces analyses, ainsi que les revendications linguistiques et culturelles qui en découlent, tout en situant cette question dans le cadre plus général de la marginalisation sociale, économique et culturelle de régions entières au Maroc. Il incombe, aujourd'hui, au mouvement démocratique et au mouvement révolutionnaire d'apporter des réponses spécifiques, y compris, sur les relations qui devraient régir les différentes régions au sein d'un Maroc unifié. *La Voie démocratique* ne possède pas encore de réponses sur cette question, mais nous en sommes conscients et je pense que ces réponses ne pourront être formulées qu'à travers des luttes communes au peuple marocain et aux habitants de ces régions. *La Voie démocratique* défend la question Amazigh sans tomber dans le chauvinisme.

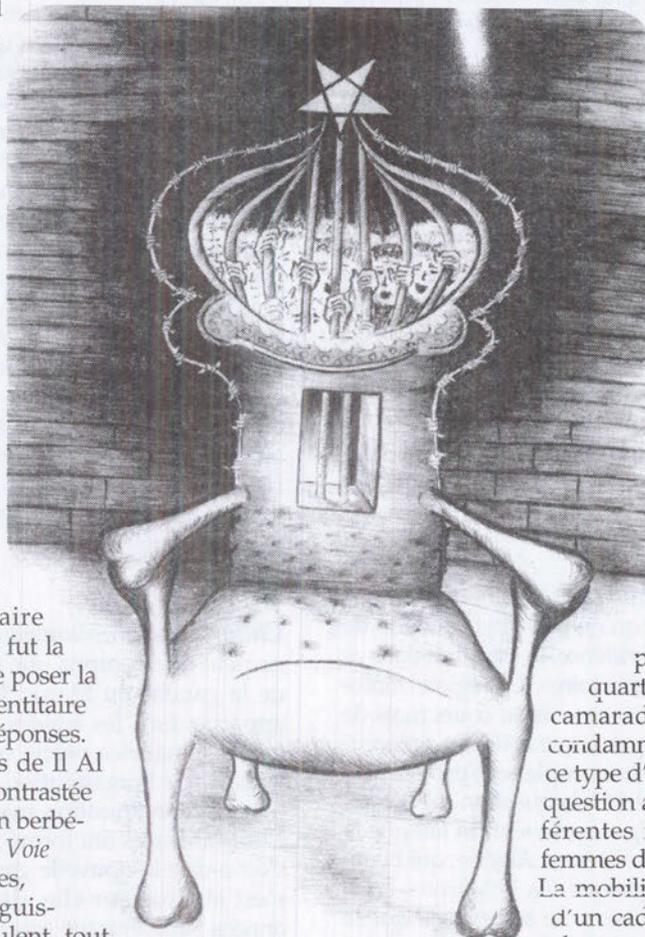
En ce qui concerne la question des femmes, nous nous en sommes préoccupés depuis longtemps car nous sommes convaincus qu'il ne peut guère y avoir de changement si la moitié de la société demeure opprimée. *La Voie démocratique*

consacra une page à cette question.

Chbari Abdelmoumene : Au sujet de la question Amazigh, il faut dire qu'on n'en n'a jamais possédé une vision complète. Toutefois nous sommes conscients que l'identité Amazigh est une partie indivisible de l'identité marocaine multidimensionnelle (les dimensions arabe, la dimension Amazigh et islamique). La dimension Amazigh a été étouffée et ce n'est qu'à partir des années 70 que la gauche en a pris conscience même si cela est resté à un niveau principal. C'est dans ce cadre que plusieurs mouvements et associations Amazigh ont vu le jour. En 1993 plusieurs militants de gauche ont été arrêtés parce qu'ils avaient avancé des slogans en faveur de l'Amazigh lors des festivités du 1^{er} mai.

Face à cette nouvelle forme de prise de conscience, le pouvoir a manœuvré pour couper l'herbe sous le pied du mouvement berbère et du mouvement démocratique, en envisageant l'autorisation de l'enseignement de la langue berbère.

Quant à la question des femmes, sans aucun doute c'est le mouvement marxiste qui a été le premier à la prendre en charge à partir des années 70. Il a poussé, dans le cadre de son intervention ainsi qu'au sein des associations, pour la formation de commissions femmes, pour des campagnes d'alphabétisation parmi les femmes dans les quartiers populaires, etc. Certaines camarades arrêtées avec moi ont été condamnées à six ans de prisons pour ce type d'activité. Progressivement, cette question a été prise en charge par les différentes forces politiques. Le secteur femmes de l'OADPOP a joué un rôle-clé. La mobilisation a conduit à la création d'un cadre unitaire, regroupant toutes les associations et les sensibilités démocratiques, pour proposer des amendements au code du statut personnel. La réponse du pouvoir fut la création d'un conseil sous sa houlette et l'adoption de quelques amendements qui ne remettent pas en cause les fondements de la Moudawana. *La Voie démocratique* est animée par des militantes qui ont lutté au sein de ce cadre unitaire et ont milité pour les droits des femmes.



Annahj Democrati

B.P. 15927- Poste Centrale- 20001 Casablanca- Maroc. Tel/Fax : 212 2 44 85 22.

La marche sur Washington

L'Amérique noire est-elle en train de se réveiller ? Pour analyser le sens de l'appel de la *Nation of Islam* pour la marche du 16 octobre 1995, qui a rassemblé plus d'un million de personnes, et le rôle de son dirigeant, Louis Farrakhan, *Inprecor* publie les points de vue de Joe Auciello membre de Solidarity et Ron Daniels ancien candidat aux élections présidentielles en 1992. Nous y reviendrons dans un prochain numéro.

Par Joe Auciello

Août 1995

EN S'ÉLOIGNANT CONSIDÉRABLEMENT de ses vieilles habitudes, le chef religieux Luis Farrakhan et la *Nation of Islam* ont publié un appel pour la marche d'un million de personnes le 16 octobre à Washington. La marche est présentée comme :

* une protestation contre l'oppression des Noirs et une déclaration pour « Notre droit à la justice et notre droit de disposer de notre avenir et l'avenir de notre peuple » ;

* « un jour de réparation » au cours duquel l'homme noir s'excusera au près de la femme noire de ses péchés, des violences qu'il lui a infligées, de ses fautes personnelles, et s'engagera à assumer mieux ses responsabilités ;

* un arrêt de travail et un boycott économique. La date du dimanche a été choisie pour que les hommes noirs ne soient pas obligés d'aller au travail ; les femmes noires resteront à la maison sans rien acheter. Ce boycott révélera la puissance des Noirs dans l'économie américaine (« Cette Babylone » de nos jours) en refusant d'y participer pour un jour ;

* un appel politique à tous les Noirs pour qu'ils quittent le Parti démocrate et le Parti républicain, qui n'ont pas été capables de tenir compte des problèmes et des besoins des Noirs, et pour qu'ils s'enregistrent comme indépendants ;

* un appel pour l'unité du peuple noir dans sa lutte pour la liberté la justice et l'égalité.

Les socialistes révolutionnaires soutiennent plusieurs de ces revendications, mais dans l'ensemble les faiblesses de la conception du programme de la *Nation of Islam*, sont partie intégrante de l'appel pour la marche sur Washington que nous ne pouvons pas appuyer sans réserve.

Néanmoins, minimiser ou ignorer la signification potentielle de l'appel de la *Nation of Islam* pour la marche sur Washington serait faire preuve de myopie. Il s'agit, d'un appel sérieux lancé par une organisation significative dont l'influence est croissante. Comme Ron Daniels l'a écrit dans la revue *Z* en juin 1994 : « Louis Farrakhan a émergé comme le leader le plus respecté dans les masses noires. Son appel est largement diffusé. Farrakhan a obtenu un soutien de masse parce qu'il est une voix militante qui saisit la profondeur de l'agonie, de la

souffrance et des aspirations de beaucoup de membres de la communauté afro-américaine dans un moment où il est clair que les Noirs ont "la mauvaise couleur pour obtenir la protection" dans le cadre de la politique gouvernementale »

UN SONDAGE RÉCENT DE *CHICAGO SUN TIMES* a indiqué une forte montée de ce qu'on pourrait appeler les tendances nationalistes dans la communauté afro-américaine. Les sondages révèlent un fort pourcentage d'approbation en faveur de Louis Farrakhan et une grande aspiration à la formation d'un parti politique noir. La marche d'un million de personnes sur Washington vise à mobiliser les secteurs les plus opprimés de la population américaine contre leur oppression. En l'absence d'une direction de la part des organisations traditionnelles des droits civils, la marche pourrait être le moyen par lequel les Noirs et notamment les jeunes noirs pourront faire entendre, de la façon la plus puissante, leur voix pour la liberté, la justice et l'égalité.

EN CAS DE SUCCES, la marche changera le panorama politique des États-Unis. Une mobilisation puissante en faveur de la marche placera la *Nation of Islam* en première ligne des organisations noires. Si son appel est bien suivi, alors la *Nation of Islam* pourrait dépasser l'Association nationale pour le progrès des gens de couleur (NAACP), qui est paralysée financièrement et divisée politiquement. L'appel aux Noirs à quitter le parti démocrate pourrait également affecter la campagne présidentielle de Jessie Jackson. Ce dernier a posé récemment publiquement la question de savoir s'il devrait se présenter dans les primaires du Parti démocrate en opposition à Clinton. Si la *Nation of Islam* réussit à convaincre un bon nombre de Noirs de s'enregistrer comme indépendants alors la base politique de Jackson se réduirait et celle de Farrakhan se renforcerait. Jackson devrait demander un soutien à Farrakhan, ce dernier n'ignore certainement pas ce scénario.

Il n'y a aucune garantie que la marche d'un million de personnes ne réussisse. Certaines des revendications et des orientations stratégiques de l'organisation de la marche pourraient en limiter le succès

L'appel de la *Nation of Islam* pour une « réparation » et l'accent mis sur l'auto-amélioration morale pourraient

réduire l'attrait de la marche. Demander aux femmes de rester à la maison constitue un obstacle supplémentaire qui réduit le nombre potentiel des participants et prône des rapports sociaux traditionnels entre les sexes. Les hommes noirs, ont besoin de marcher à côté des femmes noires et non pour elles et à leurs places. Malgré l'appel chaleureux pour l'unité noire et les besoins objectifs d'une telle unité, on n'a pas recherché sérieusement une coalition pour organiser la marche. L'« unité » devrait être réalisée sur la base de la *Nation of Islam*. Il est difficile d'imaginer que d'autres organisations noires puissent s'associer à la marche sur cette base.

LA STRATÉGIE DE MALCOM X qui distinguait entre les problèmes politiques et les questions religieuses pour obte-

nir la plus grande force unitaire dans l'action constitue une approche qui aiderait la marche. En revanche, la *Nation of Islam* l'a organisée en exigeant des participants le soutien de ses propres perspectives, alors qu'une attitude moins étroite aurait mobilisé plus de gens. La stratégie de Malcom X reste pertinente et nécessaire, la démarche de l'appel de la *Nation of Islam* révèle les contradictions de l'organisation elle-même : c'est une organisation religieuse conservatrice mais son opposition au racisme blanc et au gouvernement des États-Unis obtient un appui croissant de la part des Afro-Américains en voie de radicalisation, notamment parmi les jeunes.

Le facteur Farrakhan

Par Ron Daniels

The Final Call, 18 août 1995

LE 16 OCTOBRE PARTOUT dans le monde on sera attentif pour savoir quelle aura été l'ampleur de la marche et comment on y aura articulé la plate-forme, l'ordre du jour et les revendications. Si Louis Farrakhan réussit son pari de faire enregistrer un million d'électeurs noirs comme indépendants, la *Nation of Islam* deviendra un élément majeur lors des élections de 1996.

L'adoption d'une politique électorale, notamment d'une politique noire indépendante, est un prolongement logique de la renaissance de la *Nation of Islam*. Cette organisation a émergé de nouveau comme une force formidable dans l'Amérique noire en reconstruisant son infrastructure administrative (médias, éducation et économique), et en avançant son propre programme militant visant à compter sur ses propres forces et son propre développement. Farrakhan a réussi à exercer une grande attraction sur les masses, lors des meetings organisés dans tout le pays. Des milliers de gens qui vont l'entendre ne sont pas enregistrés ou ne vont pas voter. Il est sûr que des milliers de ceux qui iront à Washington dans le cadre de la marche n'iront pas s'enregistrer pour voter.

ENVIRON 8 MILLIONS DE NOIRS ne sont pas enregistrés, et beaucoup de ceux qui le sont souvent ne vont pas voter. Les sondages indiquent que beaucoup de Noirs en ont ras le bol des deux partis de l'establishment, ils sont déçus des représentants noirs qui ont été élus. Il y a le sentiment que beaucoup ces derniers ont perdu le sens de leur mission et deviennent les amortisseurs d'un système d'oppression. Ils sont séparés des gens de la base et donc incapables de défendre leurs intérêts. En effet, leur



qualité de vie s'est drastiquement détériorée même si l'Amérique noire a maintenant plus de représentants qu'à n'importe quel autre moment de son histoire.

C'EST MALCOM X qui, dans son discours « *Ballots or bullets* », a dit que le nationalisme noir signifie que le peuple noir puisse « contrôler la politique et l'économie de notre pays ». Malcom X n'avait pas d'illusions sur le fait que ni les Républicains, ni les Démocrates ne se souciaient trop du sort des Noirs. En faisant enregistrer un million de Noirs comme indépendants, la *Nation of Islam* pourrait prendre le contrôle de la politique et des politiciens dans nos communautés. Nous avons besoin de faire émerger des politiciens noirs provenant de la base ; des politiciens conscients et qui s'engagent à servir le peuple. En travaillant avec des experts politiques noirs et des activistes politiques dans le pays tout

entier, la *Nation of Islam* pourrait créer un Institut Malcom X où la théorie et la méthode d'une nouvelle politique noire pourraient être enseignées à des organisations basées sur les communautés et à des directions liées à la base. Un million de Noirs pour une politique indépendante, correctement orientée et organisée pourrait constituer un bloc puissant et un catalyseur pour un changement dans la communauté noire en 1996. Un tel bloc d'électeurs pourrait appuyer des politiciens noirs progressistes liés aux communautés et s'engageant à défendre les revendications des Noirs. Les politiciens non-noirs devraient s'engager à défendre nos intérêts ou risquer une défaite.

UN MILLION D'ÉLECTEURS indépendants noirs pourraient avoir également une influence majeure aux élections présidentielles de 1996. Si Jessy Jackson décidait d'être candidat indépendant pour la présidence, Louis Farrakhan pourrait conclure avec lui un accord acceptable et l'Amérique noire se rendrait aux urnes dans un esprit de revanche. Jessy Jackson a déjà montré sa capacité à maîtriser l'enregistrement des électeurs mais Farrakhan pourrait toucher et motiver des milliers, voire des millions de Noirs que Jackson pourrait s'avérer incapable de toucher. Cette combinaison imbattable stimulerait un enregistrement sans précédent et une participation électorale de dimension historique. Cette marée noire d'électeurs en coalition avec d'autres gens de couleurs et des progressistes transformerait le panorama politique de notre pays.

Le facteur Farrakhan pourrait être un élément formidable dans les élections de 1996.

Livres du mois

Jean-Paul Fitoussi, *Le Débat interdit*, Arléa, Paris, 1995.

Fitoussi est un « keynésien conséquent ». Son livre, sous-titré *Monnaie, Europe, « désinflation compétitive »* est, plus généralement, contre la logique du traité de Maastricht. C'est le dogme néolibéral qui est en grande partie à l'origine de la montée du chômage de masse et de l'impasse dans laquelle se trouve la construction européenne. Dès lors, les propositions de Fitoussi vont à l'essentiel : il faut, dit-il, redonner toute sa crédibilité à une politique de l'emploi, y compris au niveau mondial par un « processus d'allocation gratuite de ressources en devises à des pays qui en ont un besoin important ». Sur un autre terrain, Fitoussi avance une critique très juste contre l'idée en vogue selon laquelle les « petits boulots » seraient l'issue moderne à la crise du travail. Il montre au contraire que la cohésion sociale est gravement menacée par la mise en place de ce dualisme entre un secteur exposé à la dure loi de la concurrence, et un secteur abrité et créateur d'emplois à faible productivité et à bas salaires.

LES FONDEMENTS THÉORIQUES de cette analyse n'en sont pas moins critiquables. La thèse centrale de Fitoussi consiste à présenter l'envol des taux d'intérêt comme un facteur autonome dont découlent les dérèglements de l'économie, et notamment le chômage. Pour les marxistes, ce lien fonctionne en sens inverse, et la montée des taux d'intérêt est le produit d'une conjoncture où le taux de profit est rétabli, mais où manquent les débouchés rentables. Le renversement opéré par Fitoussi le conduit d'ailleurs à une position peu cohérente, qui consiste à critiquer l'austérité maastrichtienne tout en se prononçant pour la monnaie unique, sous prétexte qu'elle serait le moyen de baisser les taux d'intérêt. Malgré cette erreur de perspective, voilà un ouvrage qui stimule le débat d'économie politique et rompt agréablement avec la vulgarité ambiante du dogme néoclassique.

Maxime Durand. ★

Robert Caste, *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Collection « L'espace du politique », Fayard 1995

« La vulnérabilité est une houle séculaire, qui a marqué la condition populaire du sceau de l'incertitude, et le plus souvent du malheur » (p. 16). L'ouvrage du sociologue Robert Castel est une passionnante relecture de l'histoire de la constitution du salariat en Europe occidentale, du haut Moyen Âge à nos jours. Castel souhaitait au départ « rendre compte de l'incertitude des statuts, de la fragilité du lien social » dans la société d'aujourd'hui, comment comprendre le développement massif de « l'exclusion » — terme que Castel critique d'ailleurs comme un fourre-tout trompeur — ; comment interpréter les stratégies mises en oeuvre par les élites pour circonscrire et contrôler ce phénomène. Mais il s'est vite rendu compte de deux choses essentielles : on ne peut comprendre la « désaffiliation » — la condition de ceux qui n'ont plus ni ressources matérielles ni socialisation, qui « dérivent » vers le néant social — sans analyser les formes de l'intégration sociale ; et ces formes elles-mêmes résultent d'un long processus historique, la construction du salariat moderne. C'est ce processus que Castel retrace en

s'appuyant sur les travaux de nombreux historiens français et étrangers, dans une synthèse convaincante et documentée.

Cette « chronique du salariat » montre d'abord comment — sous l'Ancien Régime — le salariat, condition indigne et misérable, était synonyme de dégradation : « être ou tomber dans le salariat c'était s'installer dans la dépendance, être condamné à vivre « au jour la journée », se trouver sous l'emprise du besoin » : le salarié, artisan ruiné, paysan chassé des terres communales, fermier que la terre ne nourrit plus, compagnon qui ne peut devenir maître, etc. se distingue à peine du vagabond. D'où d'ailleurs les politiques terribles de répression du vagabondage, qui permettaient de pendre tout individu récidiviste trouvé sans ressources loin de sa commune d'origine (« sans feu ni lieu »), et en tout cas de le condamner au travail forcé. La constitution d'un marché du travail et l'affirmation des rapports de production capitalistes transforment le statut du salarié mais ne l'améliorent guère : le paupérisme et les ravages du libéralisme sans frein sont terribles. Ce n'est qu'à partir du milieu du XIX^e que commencent à s'élaborer, sous l'influence de bourgeois éclairés et surtout des luttes ouvrières, un ensemble de garanties institutionnelles — le droit civil, la législation du travail, la protection sociale, les services publics — qui ont donné au salariat la place centrale dans le système social, et l'ont arraché à la malédiction séculaire de la précarité. Mais ce moment historique aura été de courte durée.

CASTEL RETRACE DE MANIÈRE VIVANTE et précise les grands moments de ce processus. Son livre n'est pas sans faiblesses, surtout vers la fin. Bien souvent les meilleurs auteurs perdent de leur lucidité à mesure qu'ils se rapprochent de la situation actuelle : le poids des idées reçues et des conformismes devient alors écrasant, même (surtout) pour les intellectuels. Ainsi Castel n'évite pas un lieu commun de la sociologie française, l'idée chère à Pierre Bourdieu que la « lutte des classes » aurait disparu depuis les années 1950 et 1960 au profit de la « lutte des classements ». Il identifie beaucoup trop rapidement rationalité économique et marché : « une société ne peut pas plus ignorer le marché que la physique ne peut ignorer la loi de la gravitation universelle ». Les références positives à Alain Minc ou Michel Albert, nos idéologues « libéraux-modernistes », ainsi qu'aux « contraintes impitoyables de l'économie », montrent une incompréhension profonde des racines du mal actuel — la marchandisation généralisée et la libéralisation des mouvements de capitaux qui donnent au capital un pouvoir absolu sur le cours de l'économie. Castel refuse correctement les solutions libérales des « gisements d'emplois » domestiques ou de l'assistance charitable, et veut sauvegarder la « société salariale », « parce qu'elle a réalisé un montage inégalé entre travail et protections » ; il se prononce en faveur d'un partage du travail et des ressources, pour préserver la société démocratique ; mais il compte sur l'Etat, garant de l'intérêt général, pour le promouvoir. L'histoire qu'il retrace si bien lui-même montre pourtant que, si les opprimés et les exclus ne prennent pas leurs affaires en main, les « élites » ne sont jamais à court d'imagination pour inventer des asiles de travail forcé ou de charité, éventuellement rebaptisés des doux noms « d'insertion » ou « d'allocation universelle ».

Michel Dupont ★

Un consensus satisfaisant

La IV^e Conférence mondiale sur les femmes qui a eu lieu à Pékin du 4 au 15 septembre dernier a permis l'adoption d'un programme d'action satisfaisant. Loin de revenir sur les acquis, comme on l'avait craint un moment, il consolide les résultats des dernières conférences des Nations unies, mais confirme aussi la persistance d'une « sainte alliance » des intégrismes.

Par Sophie Massouri

Paris, octobre 1995

LA PLUS GRANDE CONFÉRENCE jamais organisée par l'ONU s'est finalement achevée par un consensus satisfaisant, malgré les nombreuses réserves exprimées par la sainte alliance, formée des pays conservateurs et États confessionnels, et dont la coalition s'est assurément consolidée à Pékin. Satisfaisant, d'une part, parce qu'il confirme les principes définis à Vienne, en juin 1993, en affirmant que « *les droits des femmes et des fillettes font inaliénablement, intégralement et indissociablement partie des droits universels de la personne* ». Satisfaisant, ensuite, par rapport à la Conférence sur la population, en septembre 1994, parce qu'il consolide les avancées du Caire sur la question des droits reproductifs [reproductive rights] : « *Ces droits reposent sur la reconnaissance du droit fondamental de tous les couples et les individus de décider librement et avec discernement du nombre de leurs enfants et de l'espacement de leurs naissances et de disposer des informations nécessaires pour ce faire, et du droit de tous d'accéder à la meilleure santé en matière de sexualité et de reproduction (...) sans être en butte à la discrimination, à la coercition ou à la violence (...)* »

Comme on pouvait s'en douter, ce sont les paragraphes relatifs à la santé, sur-

tout ceux concernant les droits reproductifs, la partie sur les droits humains et le chapitre relatif aux droits des fillettes qui ont été les plus difficiles à négocier. La bataille autour du libre choix des femmes en matière de procréation, thème le plus sensible, se concentra autour du paragraphe 97 du chapitre sur la santé.

Devant la détermination de certaines délégations de ne pas revenir en arrière, la délégation du Vatican qui a cherché constamment à se démarquer des délégations islamistes, comme celles de l'Iran et du Soudan, a stigmatisé l'attitude « *d'une coalition minoritaire [qui] bloque les efforts pour arriver à un accord sur la déclaration et le programme d'action de Pékin, qui seraient conformes à la Déclaration universelle des droits de l'homme et autres textes fondamentaux sur les droits de l'homme. L'Union européenne est à la tête de cette coalition qui empêche le consensus.* » Relativement marginalisé au début de cette Conférence, Mgr Peter Elliot, membre de la délégation, a justifié la position du Saint-Siège : « *On n'est pas là pour revenir sur les textes antérieurs des Nations unies, ni sur les engagements du Caire. Mais on ne veut pas aller au-delà.* »

Le paragraphe 97 fut l'objet de négociations jusqu'au dernier jour, et de nom-

breuses réserves. Il affirme que « *les droits humains des femmes comprennent leurs droits de contrôler et de décider de façon libre et responsable dans les domaines qui concernent leur sexualité, y compris la santé sexuelle et reproductive, hors de toute coercition, discrimination et violence.* »

Pour la première fois, dans un texte des Nations unies est reconnu le droit des femmes « *en matière de sexualité* » en dehors de la procréation. Au cours des débats, un délégué iranien, soutenu par le Japon, la Jordanie, le Soudan, le Yémen, le Liban, l'Argentine et le Vatican a affirmé que le paragraphe, ainsi rédigé, devait être lu uniquement dans le cadre du mariage légal et ne valait que pour les questions liées à la santé.

En réaction au paragraphe 97, la coalition des opposants chercha à en minimiser la portée en y intégrant des références sur la souveraineté de chaque État et le respect des valeurs culturelles et religieuses. Elle y parvint finalement dans la première partie du document qui définit les objectifs poursuivis par les gouvernements en matière d'égalité entre les hommes et les femmes. Ainsi, le paragraphe 9 fait référence aux « *croyances religieuses, valeurs morales et traditions* » de chaque pays, dans le cadre, toutefois, de l'universalité

des droits de la personne humaine.

Les risques d'un retour en arrière se sont, tout au long des deux ans de préparation de la conférence, manifestés sous des formes diverses. La présence de nombreuses associations intégristes et pro-life au Forum des ONG, menant de front une offensive contre le droit à l'avortement, les principes d'égalité entre les hommes et les femmes — en tentant de remplacer le terme d'égalité par celui d'équité —, et plus généralement l'autodétermination des femmes dans tous les domaines, a montré très clairement la force de ces courants et placé d'emblée la bataille à un niveau très politique.

DÉJÀ, EN JUIN 1994, à Djakarta, lors de la conférence préparatoire pour l'Asie, la Déclaration finale limitait clairement le droit international, et de fait le principe d'égalité, à la frontière des États : « *Les pays ont compétence sur le plan national pour formuler, adopter et exécuter les politiques respectives en matière de promotion de la femme, cela eu égard à leur culture, leurs valeurs et leurs traditions ainsi qu'à leur situation sociale, économique et politique* ».

La formulation retenue à Pékin, si elle reconnaît la compétence et la souveraineté des États, précise que les politiques mises en place ne peuvent toutefois, même au nom de la religion, être contraires aux droits universels de la personne humaine, tels qu'ils sont définis par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1945 et la Conférence des Nations unies à Vienne, en 1993.

L'autre avancée importante concernant les droits reproductifs est la dépénalisation des femmes qui avortent hors de

la loi. En effet, le paragraphe 107 (k), tout en affirmant que « *l'avortement ne devrait en aucun cas, être promu en tant que méthode de planification familiale* », demande aux gouvernements de « *réviser les lois qui prévoient des sanctions contre les femmes en cas d'avortement illégal* ». Comme pour le paragraphe 97, de nombreuses délégations, dont le Vatican, ont émis des réserves sur celui-ci.

Les pays religieux ne sont pas les seuls à s'être opposés à ces deux paragraphes — 97 et 107 (k) — même s'ils furent les plus offensifs dans ces débats. Car les droits en matière de sexualité se situent au cœur de la question de l'émancipation des femmes ; c'est le contrôle des États, et des hommes, sur le corps des femmes qui est ainsi remis en cause. Ces deux paragraphes condamnent aussi les pratiques de stérilisation forcée et de contrôle du nombre d'enfants par famille, comme c'est le cas en Chine, par exemple.

Comment ces avancées ont-elles finalement été possibles ? D'une part, il est évident que la pression des ONG sur leur gouvernement respectif a été largement négligée avant la Conférence. Car Pékin a confirmé la présence d'un mouvement structuré des femmes qui, s'il ne semble plus avoir tout à fait la même expression qu'il y a dix ou vingt ans, est devenu pour beaucoup de gouvernements, et bien malgré eux, incontournable.

LE FORUM DES ONG qui s'est tenu à Huairou, du 30 août au 8 septembre, a réuni près de 25 000 femmes venues du monde entier et a montré, en dépit des pressions politiques et policières, une certaine maturité politique des associations présentes. La dénonciation qui fut celle de

DOSSIER
CONFÉRENCE DE PEKIN



1985, en marge de la troisième Conférence mondiale sur les femmes de Nairobi, au Kenya, a laissé place à l'organisation : network, caucus et lobby sont devenus les mots clés d'un processus d'intégration, plus ou moins bien géré.

Bien que fort critiquable, la puissance de certaines ONG à l'échelle internationale leur donne la possibilité d'être de vraies interlocutrices dans les négociations. A ce jeu, les ONG américaines sont sans doute les plus fortes. Mais le plus étonnant au Forum des ONG fut sans doute la présence et la force des ONG d'Amérique latine et d'Asie du sud-est, très politiques, et fortement organisées. Elles ont créé une dynamique qui faisait d'autant plus regretter l'absence des associations féministes européennes ; une absence qui ne s'explique pas seulement par des questions matérielles (coût du voyage, difficulté d'obtenir un visa, etc.) souvent invoquées.

LA RÉUSSITE DU FORUM, les 3 000 ateliers qui ont eu lieu, les milliers de femmes présentes et la détermination à défendre les acquis, la volonté d'aller plus loin, ont incontestablement pesé sur les débats et négociations de la Conférence officielle.

La position de la délégation française, dirigée par Colette Codaccioni, ministre de la Solidarité entre les générations, qui a en charge le secrétariat aux Droits des femmes, en est un exemple frappant. Colette Codaccioni, catholique pratiquante, est l'instigatrice du salaire maternel — appelé officiellement allocation parentale de libre choix (APLC) — à partir du deuxième enfant et adopté en 1994. Par ailleurs, elle est connue pour son opposi-





tion farouche à l'avortement. De nombreuses féministes françaises ont ainsi exprimé leurs réserves sur le bilan de la France présenté aux Nations unies, en juillet 1994, et fortement contestable dans ses conclusions.

Sans doute jugea-t-elle dangereux pour elle, et pour la France, devant le risque de se mettre à dos une partie de l'opinion publique, de se ranger dans le camp de la réaction. Aussi, Colette Codaccioni défendit, avec hypocrisie, à la tribune de la Conférence, les grands principes d'égalité entre les hommes et les femmes et affirma que « les femmes ne seront en mesure d'exercer leur liberté que si elles ont les moyens de maîtriser leur destinée individuelle et collective et de devenir les actrices de leur propre histoire. »

D'autre part, la position de l'Union européenne à cette Conférence, définie le 11 juillet dernier au conseil des ministres, et réaffirmant que les droits de la personne, tant des hommes que des femmes « comprennent les droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que les droits civils et politiques » et que c'est un « devoir de chaque État » de les faire appliquer et respecter, a pesé dans les négociations. La conviction de Cristina Alberdi Alonso, ministre espagnol des Affaires

sociales, chargée de défendre la position de l'Union européenne, lui a d'ailleurs valu les foudres du Vatican, accusant l'UE « d'empêcher le consensus » en défendant les droits liés à la sexualité et à la famille, pour la reconnaissance des couples non mariés et homosexuels. Cristina Alberdi a notamment défendu jusqu'au bout, mais en vain, le terme de « orientation sexuelle » dans la Plate-forme de Pékin.

Ce débat fut le dernier de la Conférence et concernait les paragraphes 48 et 226. Après d'âpres discussions, les premières à ce niveau, le terme « d'orientation sexuelle » fut retiré de la Plate-forme. Il s'agit en réalité plutôt d'une demi-défaite, comme l'ont expliqué des représentantes d'associations lesbiennes, le vendredi 15 septembre, lors d'une conférence de presse : « Bien sûr, nous sommes déçues mais mesurons le chemin parcouru. A Vienne, en 1993, seuls deux pays s'étaient publiquement prononcés pour l'intégration de l'orientation sexuelle dans le texte final. Ici, à Pékin, ce fut un long débat où les déléguées de l'Union européenne, des États-Unis, du Canada, d'Afrique du sud, de Nouvelle-Zélande, de Lettonie, d'Israël, de Cuba, de Norvège, de Jamaïque... ont défendu le terme d'orientation sexuelle. »

D'AUTRES DÉBATS ont eu lieu comme celui autour des violences faites aux femmes — où a été obtenu la reconnaissance du viol en temps de guerre comme « un crime contre l'humanité » — ou bien encore, autre sujet sensible, autour des ressources mises à la disposition des pays pour mettre en place les politiques définies au niveau international. Malgré les nombreuses interventions des pays du Sud, en ce sens, il est simplement recommandé de trouver « des solutions durables

au problème de la dette », mais aucune critique claire des politiques d'ajustement structurel imposées par la Banque mondiale et le FMI n'apparaît dans le document.

Ces chapitres qui sont passés plus ou moins inaperçus sont tout aussi essentiels, car comme l'ont souligné les ONG présentes à Huairou lors de nombreux débats, « la pauvreté a le visage d'une femme », et cela partout dans le monde (voir le rapport mondial sur le développement 1995, du PNUD). Beaucoup de pays en voie de développement, critiqués à la Conférence pour la situation des femmes dans leur pays, notamment dans les zones rurales, n'ont pas manqué de souligner les conséquences économiques et sociales des politiques imposées par les institutions internationales ; les unes excusant les autres.

Reste maintenant l'application de la Plate-forme d'action de Pékin dans les faits. Les 181 États présents se sont engagés dans la Déclaration de Pékin (voir encadré) à prendre les mesures nécessaires à son application, ainsi qu'à ratifier sans réserves les conventions internationales existantes, principalement celle de 1979 sur l'élimination de toutes les discriminations à l'égard des femmes (CEDAW).

Le caractère non contraignant des textes internationaux laisse de fait leur application au bon vouloir des États. « Nous aurons ce pour quoi nous luttons », a affirmé le Premier ministre norvégien, Gro Harlem Brundtland. Car les femmes n'ont pas gagné la guerre, tout au plus une bataille. Les changements, c'est aux femmes de les imposer dans leurs luttes.



Déclaration des ONG

Alors que les ONG présentes au Forum des ONG et à la conférence des États ont majoritairement travaillé en caucus sur la plate-forme d'action qui devait être discutée par les gouvernements, quelques ONG accréditées à la Conférence ont toutefois décidé d'élaborer un texte global commun. Rendu public le vendredi 15 septembre, il n'a pas été largement discuté par l'ensemble des ONG présentes, certaines n'en ayant jamais eu connaissance.

DOCUMENT

« Dix ans après la Conférence de Nairobi, les stratégies à long terme n'ont été pleinement réalisées par aucun gouvernement. Nous vivons dans un monde marqué par la pauvreté grandissante, l'inégalité, l'injustice, une croissance économique aux conséquences destructrices de l'environnement, la guerre, le sexisme, le racisme, la xénophobie, l'homophobie et d'autres formes de discriminations et violences envers les femmes. (...) »

« Nous, femmes des ONG du monde entier, riches dans notre diversité, sommes réunies (...) pour répondre aux questions concernant les femmes et aux obstacles posés à la réalisation de l'égalité, du développement et de la paix. Nous estimons que ces buts peuvent être accomplis par la fin de l'oppression des femmes et des filles, par la participation des femmes aux prises de décisions nationales et internationales et par la transformation des structures sociales, économiques et politiques qui perpétuent la pauvreté, le racisme, l'inégalité, l'injustice, le chômage, la violence et la guerre. (...) »

« Les femmes sont des actrices majeures de toute économie mais notre travail n'est pas reconnu et est sous-évalué. Nous effectuons les deux-tiers du travail mondial mais ne recevons que 5 % de ses revenus (...) »

« La globalisation de ladite « économie

de marché » est la cause de la féminisation croissante de la pauvreté partout dans le monde. Cette économie bafoue les droits humains et la dignité, l'intégrité de l'environnement et expose notre santé à de sérieuses menaces. L'économie globale, dirigée par des institutions financières internationales, telle l'Organisation mondiale du commerce, et par des multinationales, impose des programmes d'ajustement structurel aux pays du Sud et des restructurations économiques aux pays du Nord, au nom de la bonne santé fiscale. D'où l'augmentation de la pauvreté, de la dette et du chômage.

« Les réductions conséquentes des programmes et services sociaux tels que la santé, l'éducation et le logement nuisent aux personnes qu'ils ont la prétention d'aider. (...) Nous refusons d'accepter ces conditions comme inévitables pour l'avenir de l'humanité. Les droits des femmes sont les droits humains. »

Le texte des ONG appelle ensuite les gouvernements à « assurer des droits égaux et un niveau de vie décent aux femmes », « une sécurité et une assurance sociale adéquates ». La déclaration invite les gouvernements à « reconnaître et rendre effectives les initiatives prises par des femmes pauvres, en les incluant comme pleines participantes dans la planification et la distribution des ressources », à « cesser d'imposer aux femmes des croyances religieuses et

des pratiques traditionnelles qui dénie leurs droits inaliénables ». Elle propose d'amender « les lois sur la propriété intellectuelle, afin que les femmes indigènes deviennent les premières bénéficiaires de l'utilisation commerciale de leur savoir ».

Après une condamnation du militarisme, qui débouche sur la proposition d'un désarmement massif et d'un règlement non-violent des conflits, l'appel constate que « les modèles dominants de développement se sont basés sur l'appropriation des ressources du Sud par le Nord et sur le transfert d'idées, de technologies et de méthodes du Nord vers le Sud ». Il faut y opposer des « modèles alternatifs basés sur l'égalité, le respect mutuel, la participation et la responsabilité de toutes les femmes », et « tous les projets de développement doivent tenir compte de leurs conséquences sur les femmes ».

Le texte demande également aux gouvernements de « financer la recherche pour la prévention et le soin du virus HIV et du SIDA, d'interdire toute discrimination envers les femmes atteintes de ce virus et de leur assurer l'accès à l'information et aux soins ». Enfin il convie « les médias à changer l'image actuelle, négative et sexualisée, des femmes et des enfants » et à les respecter « dans leur dignité et leur diversité ».

★

Déclaration de Pékin

Les quelques 181 États réunis à Pékin ont décidé d'adopter, outre la plate-forme d'action — un document de près de 150 pages —, une déclaration de principes dans le but de confirmer l'engagement des gouvernements. Cette déclaration, d'une quarantaine d'articles, devait reprendre initialement les principes et mesures inscrites dans la Plate-forme d'action, toutefois, les négociations séparées dont elle a été l'objet en font un document différent sur le fond : moins volontaristes et précis, il est très parcimonieux sur les moyens à mettre en œuvre par les gouvernements.

Après les quelques généralités d'usage sur la situation des femmes dans le monde, il réaffirme les grands principes qui ont prévalu jusqu'à maintenant et renforce les textes internationaux sur le développement durable, les violences contre les femmes, les droits de la personne humaine, etc. Les derniers articles engagent normalement les États à garantir le succès de la Plate-forme d'action en prévoyant notamment « l'accès à des ressources nouvelles et additionnelles pour les pays en voie de développement » sans toutefois qu'aucun plan précis n'ait été décidé.

DOCUMENT

Extraits de la Plate-forme

NOUS CONSTATONS QUE la situation de la femme a connu des avancées sur certains aspects importants au cours de la dernière décennie. Mais les progrès n'ont pas été homogènes, les inégalités persistent entre les hommes et les femmes et il y a toujours des obstacles importants qui induisent de graves conséquences pour le bien-être de tous les peuples.

Nous constatons par là-même que cette situation s'est trouvée aggravée par une pauvreté toujours plus grande, qui touche la vie de la majorité de la population mondiale, et trouve ses origines dans le contexte national et international.

Nous réaffirmons notre engagement à :

L'égalité des droits et la dignité humaine intrinsèque des femmes et des hommes, tout comme les autres énoncés et principes consacrés dans la Charte des Nations unies, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, et les autres instruments internationaux des droits de l'homme, en particulier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre la

femme et la Convention sur les Droits de l'Enfant, ainsi que la Déclaration sur l'éradication de la violence contre la femme et la Déclaration sur le droit au développement ;

Garantir la pleine application des droits humains des femmes et des filles en tant que partie inaliénable, intégrale et indivisible de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

Obtenir l'application pleine et effective des Stratégies de Nairobi orientées vers le futur pour le progrès de la femme ;

Nous sommes convaincues que :

Le développement du rôle de la femme et la pleine participation de la femme dans des conditions d'égalité dans toutes les sphères de la société, y compris la participation dans les processus d'adoption de décisions et l'accès au pouvoir, sont fondamentaux pour parvenir à l'égalité, au développement et à la paix ;

Les droits de la femme sont des droits humains ;

L'égalité des droits, des chances et de l'accès aux ressources, la répartition égalitaire entre les hommes et les

femmes des responsabilités concernant la famille et une association harmonieuse entre eux sont indispensables pour leur bien-être et celui de leur famille, ainsi que pour la consolidation de la démocratie ;

La reconnaissance explicite et la réaffirmation du droit de toutes les femmes à contrôler tous les aspects de leur santé, en particulier leur propre fécondité, est fondamentale dans le développement de leur rôle ;

L'application de la Plate-forme d'Action exige l'engagement de tous les gouvernements et de la communauté internationale. En faisant leurs engagements à l'action au niveau national et international, y compris ceux adoptés dans la Conférence, les gouvernements et la communauté internationale reconnaissent la nécessité de prendre des mesures prioritaires pour le développement du rôle et le progrès de la femme.

Nous sommes décidées à :

Garantir à toutes les femmes et les filles tous les droits humains et toutes les libertés fondamentales, et à prendre des mesures efficaces contre la violation

de ces droits et de ces libertés ;

Promouvoir l'indépendance économique de la femme, y compris son emploi et éradiquer la charge persistante et toujours accrue de la pauvreté qui retombe surtout sur les femmes, en combattant les causes structurelles de cette pauvreté par des changements dans les structures économiques, en garantissant l'égalité d'accès pour toutes les femmes, y compris celles des zones rurales, en leur qualité d'agents essentiels du développement, aux ressources productives, aux opportunités ouvertes et aux services publics ;

Adopter des mesures positives afin de garantir la paix pour le progrès de la femme et, prenant acte de la fonction directrice assumée par les femmes dans le mouvement pour la paix, travailler activement au désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace ; appuyer les négociations pour aboutir sans délai à un large traité interdisant les essais nucléaires, de portée universelle et vérifiable multilatéralement et effectivement, qui contribue au désarmement nucléaire et à la prévention de la prolifération des armes nucléaires de tous ordres ;

Prévenir et éliminer toutes les formes de violence contre les femmes et

les filles ;

Nous sommes décidées à :

Garantir l'accès des femmes dans des conditions d'égalité à toutes les ressources économiques, y compris la terre, le crédit, la science et la technologie, la formation professionnelle, l'information, les communications et les marchés, afin de promouvoir le progrès des femmes et des filles et le développement de leur rôle, y compris en augmentant leur possibilité de jouir des bénéfices de l'égalité d'accès à ces ressources, ce qui passe, notamment, par la coopération internationale ;

Garantir le succès de la Plate-forme d'Action exigera un engagement résolu des gouvernements et des organisations et institutions internationales à tous les niveaux. Nous sommes fermement convaincues que le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement sont des éléments interdépendants et synergiques du développement maîtrisé, qui constitue le cadre de nos efforts pour obtenir une meilleure qualité de vie pour tous. Un développement social égalitaire qui reconnaisse que donner aux pauvres, en particulier les femmes qui vivent dans la pauvreté, la possibilité d'utiliser les ressources de l'environnement d'une façon maîtrisée est une



base indispensable à une croissance maîtrisée. Nous reconnaissons également que la croissance économique soutenue sur une large base dans le contexte du développement maîtrisé est nécessaire pour appuyer le développement social et la justice sociale. Le succès de la Plate-forme d'Action exige également une mobilisation appropriée des ressources au niveau national et international et des ressources nouvelles et supplémentaires pour les pays en développement, en provenance de tous les mécanismes de financement disponibles, y compris les sources multilatérales, bilatérales et privées pour le progrès de la femme ; des ressources financières pour renforcer la capacité des institutions nationales, subrégionales, régionales et internationales ; l'engagement d'obtenir l'égalité des droits, l'égalité des responsabilités et l'égalité des chances, ainsi que l'égalité de participation des femmes et des hommes dans tous les organes et les processus de définition des orientations politiques au niveau national, régional et international ; l'établissement ou le renforcement de mécanismes à tous les niveaux pour rendre des comptes aux femmes du monde entier.



La Banque mondiale dénie les droits des femmes

En pressant les gouvernements nationaux à « investir davantage pour les femmes de façon à réduire l'inégalité entre les sexes tout en stimulant le développement économique », la Banque mondiale (BM) s'est érigée en défenseur du droit des femmes. Pas moins de deux rapports de la BM ont été présentés à la Quatrième conférence sur les femmes de

Pékin. Le premier s'intitulait « Vers l'égalité des sexes : le rôle des politiques publiques » et l'autre « Des sexes : des concepts à l'action ». On peut lire par ailleurs que « la Banque [mondiale] doit promouvoir l'égalité des sexes pour des raisons de justice sociale et pour élargir la participation des femmes au développement économique. » (1)

Michel Chossudovsky *
Ottawa, octobre 1995

A TRAVERS SON PROGRAMME pour les Femmes dans le développement (WID) que tous les pays en voie de développement ont fait leur, la BM dicte les règles de base d'une politique des sexes. Une approche « orientée vers le marché » est prescrite et l'égalité des sexes se voit affectée une valeur monétaire : les projets pour les femmes doivent être conçus avec le souci des « coûts occasionnés » par les droits des femmes et de leur « efficacité économique ». Tout en reconnaissant la possibilité d'un « échec du marché » (et donc la nécessité d'une intervention de l'État), la BM prétend que le marché libre encourage massivement la « prise de confiance des femmes » et pousse à l'égalité des sexes : « il est important que l'État prenne le relais là où le marché n'a pas su comprendre tout le bénéfice qu'il y a pour la société à investir pour les femmes... Les investissements pour les femmes sont vitaux pour atteindre l'efficacité économique et la croissance. »

La BM se comporte comme un conservateur de musée. Elle détermine les concepts, les catégories méthodologiques et des bases de données pour l'analyse des questions de rapports entre sexes. La

« communauté des donateurs » contrôle le cadre institutionnel (au niveau du pays qui est aidé financièrement) y compris les secrétariats pour les femmes ou le ministère des Affaires féminines. Etant donné que la Banque mondiale constitue la principale source de financement, les organisations nationales de femmes associées aux pouvoirs en place, vont souvent reprendre à leur compte les positions de la Banque mondiale sur l'égalité des sexes. L'objectif principale de cette dernière étant de démobiliser le mouvement des femmes tout en confortant les intérêts des bailleurs de fonds internationaux.

SOUS LA TUTELLE des institutions financières internationales, la « prise de confiance des femmes » doit se faire à travers les recettes macro-économiques habituelles : dévaluation, austérité budgétaire, contribution des usagers à la santé et à l'éducation, suppression de l'aide de l'État au crédit, libéralisation du commerce, dérégulation du marché des céréales, élimination de la législation sur le salaire minimum et ainsi de suite. En d'autres termes, la contribution du « donateur » aux programmes en faveur des femmes

(par le biais des projets financés par le WID) est conditionnée par le fait que les droits des femmes se « conforment de façon satisfaisante » aux exigences du Fonds monétaire international (FMI) et de la BM. Par exemple, la mise en place de crédits destinés aux femmes rurales par la BM requiert invariablement la dérégulation préalable des institutions financières, une augmentation drastique des taux d'intérêts et la disparition des coopératives de crédit rurales. Il en est de même des programmes « anti-pauvreté ». Ces derniers sont conditionnés par l'adoption préalable de mesures macro-économiques qui engendrent la pauvreté à une échelle de masse. Les programmes « anti-pauvreté » sont mis en place sous l'égide du « réseau pour la sécurité sociale » et s'adressent aux groupes prétendument vulnérables : « les femmes sans ressources, les femmes indigènes, les femmes qui sont à la tête d'une famille, les femmes réfugiées ou migrantes et les femmes han-

* Michel Chossudovsky peut être contacté au département d'économie de l'Université d'Ottawa, Ottawa K1N6N5 ; fax : 1 613 7892051 ; e-mail : chosso@travelnet.com.

1) *The Gender Issue as Key to Development*, Banque mondiale HCO, 95/01 p. 1, Washington.

dicapées. » Les causes structurelles de la pauvreté et le rôle des réformes macro-économiques sont complètement ignorés.

UN AUTRE CHAMP d'intervention de la BM consiste en la mise en place de bourses et de subventions pour aider des filles à payer les frais de scolarité dans le primaire et le secondaire, y compris pour l'achat de livres et de matériel scolaire. L'aide de la BM dans ce domaine est néanmoins conditionnée au licenciement d'enseignants, à une sévère restriction du budget de l'éducation et à une rationalisation de l'enseignement (équipes d'enseignants décalées, classes à plusieurs niveaux, etc.). Le service d'agrément des prêts pour le secteur éducatif de la BM exige d'un ministère de l'Éducation qu'il licencie des professeurs et qu'il augmente le rapport élèves-professeurs. La mise en place de financements pour le prêt de livres ou pour la gratuité des frais de scolarité sous la houlette de la BM conduit, en général, à un déclin significatif des taux de scolarisation tant des filles que des garçons. L'objectif de la Banque mondiale est de promouvoir des « programmes ciblés », aux coûts parfaitement maîtrisés, tout en prescrivant le désengagement de l'État dans le financement de l'enseignement primaire.

La politique de maîtrise des coûts et visant à faire payer les usagers des services de santé (toujours sous la supervision de la BM) bafoue également le droit des femmes à la santé en matière de reproduction. Les programmes d'ajustement structurel ont conduit à la disparition des programmes de santé maternelle et infantile — les chiffres indiquent d'ailleurs une recrudescence de la mortalité maternelle et infantile. En Afrique subsaharienne, la

tendance est à la « déprofessionnalisation » des services de santé ce qui, poussé à l'extrême, mène à l'effondrement des services de soins de base. Parfois, les villageois « volontaires de la santé » et les guérisseurs traditionnels ont remplacé les infirmières des services de santé de l'État. Les économies ainsi réalisées par le Trésor peuvent ensuite être affectées au service de la dette extérieure du pays. Selon la Banque mondiale, « les services de santé informels » ne contribuent pas seulement à « maîtriser les coûts », ils seraient bien plus « démocratiques » parce qu'ils impliquent les communautés locales dans le fonctionnement des centres de santé à l'échelle du village. Ironie du sort, la « déprofessionnalisation » des services de santé de base a entraîné la fin de la collecte de données sur la mortalité et la morbidité, ce qui a pour effet de faire baisser les taux de mortalité infantile enregistrés par les gouvernements et les organisations internationales.

Le dispositif des Nations unies adopte tacitement les propositions du programme du FMI et de la BM, y compris en matière d'égalité des sexes. Aucune critique d'ensemble du cadre politique néolibéral n'a été avancée dans le Plate-forme d'action de la Conférence de Pékin. Cette dernière consiste essentiellement en une collection de principes généraux. De même qu'à Copenhague lors de l'édition 1995 du Sommet mondial pour le développement social, beaucoup des éléments les plus controversés des documents officiels (qui concernaient parfois des questions très graves) ont été purement et simplement éliminés. De même que dans les Conférences précédentes, les organisateurs de l'ONU ont maintenu une structure d'« apartheid physique » entre la conférence « officielle » et le forum des Organi-



sations non-gouvernementales. Les organisations de la société civile, notamment les organisations de femmes du monde entier, ont été maintenues à distance du processus officiel.

LES POSITIONS DE LA BM en matière d'égalité des sexes sont largement reprises dans la Plate-forme pour l'action de Pékin. Cette dernière propose la création d'un « environnement favorable qui permette aux femmes de se bâtir et de maintenir des conditions de vie décentes », appelle au réexamen de « la répercussion des programmes d'ajustement structurel sur le développement social par le biais d'estimations traduisant les différences des impacts sur les deux sexes ou de toute autre méthode, de façon à développer des politiques pour réduire leurs effets négatifs et pour développer leur côtés positifs, afin de s'assurer que les femmes ne portent pas une part disproportionnée du poids des coûts de la transition ; on peut envisager des prêts d'ajustement complémentaires couplés à des prêts de développement social plus importants et plus ciblés. » (2) Ce qui précède illustre bien l'activité de bailleur de fonds de la BM. La Plate-forme pour l'action apporte, sans le dire, une légitimité à l'action de la BM, la validité générale de l'ajustement structurel n'étant à aucun moment remise en cause.

De plus, cette Plate-forme pour l'action envisage « la violence contre les

2) Voir le paragraphe 61 de la Plate-forme pour l'action de la Conférence de Pékin.





femmes » et « l'exclusion des femmes des institutions du pouvoir et des gouvernements » comme les causes principales de l'inégalité qui requièrent à ce titre « une transformation radicale des relations entre les hommes et les femmes » (3). L'angle d'observation des conflits sociaux est complètement déformé : dans l'optique de la BM, le statut social de la femme dépend dans une large mesure des relations entre hommes et femmes (en tant qu'individus) au sein du foyer.

La BM dépeint une société de marché « libre » composée d'individus des deux sexes. Dans ce contexte, les femmes sont identifiées comme appartenant à une catégorie sociale séparée, distincte des hommes (comme si les femmes et les hommes appartenaient à des classes sociales différentes !). En d'autres termes, la confrontation entre hommes et femmes (en tant qu'individus) est considérée comme la source principale de conflit social. La concentration du pouvoir et de la richesse industrielle n'apparaît aucunement dans cette analyse des rapports entre sexes. La modernité et « la prise de confiance des femmes » par le processus de marché seraient les moyens pour atteindre l'égalité des sexes. Le système du commerce et de la finance international n'est jamais remis en cause, le rôle des institutions internationales (dont l'Organisation mondiale du commerce et les institutions de Bretton Woods) ne fournit pas matière à un débat sérieux. Pourtant, ce système économique mondial (basé sur le « travail bon marché » et l'accumulation individuelle de la riches-

se) constitue en dernière analyse un des principaux obstacles à la réalisation de l'égalité des sexes. Au contraire, l'optique néolibérale en matière de rapports entre sexes (sous l'autorité des « donateurs ») est largement responsable des divisions au sein des sociétés nationales et de la démo-

bilisation des femmes et des hommes dans leur combat contre le modèle macro-économique dominant.



3) Voir paragraphe 19, *Idem*.

Les ONG et l'ONU

Près de 2 000 organisations non gouvernementales (ONG) ont reçu leur accréditation pour « participer » à la conférence des États à Pékin. Si la participation des ONG est maintenant intégrée au rituel des conférences des Nations unies, leur rôle au sein de ces rencontres ne se limite-t-il pas à les légitimer ?

En 1975, à la première Conférence mondiale sur les femmes, à Mexico, elles étaient très peu nombreuses. Pas vraiment invitées au débat, elles ont poursuivi en 1980, à Copenhague. Des milliers de femmes venues des quatre coins du monde ont déferlé sur l'université de Copenhague dans une pagaille apparente, faisant ainsi de la rencontre un véritable contre-sommet.

En 1985, à Nairobi, près de quatorze mille femmes de cent cinquante pays étaient présentes. Bien qu'elle fut — encore — informelle, la rencontre des ONG parut moins anarchique. Aujourd'hui, les forums des ONG n'ont plus ce caractère improvisé. Ils sont désormais préparés par un comité désigné par les Nations unies, qui de fait contrôle les activités des ONG lors de ces rencontres. Les ONG font des propositions pour les forums et le comité d'organisation, qui a ses bureaux tout près du bâtiment des Nations unies à New York, donne son aval. A Pékin, le comité d'organisation du forum s'est vu doublé par le comité d'organisation chinois, qui a tenu à contrôler les activités politiques, exerçant toute sorte de pressions pour empêcher, par exemple, la tenue de commissions sur la situation au Tibet.

C'est en 1991, que le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, recommande aux gouvernements d'intégrer les ONG au processus de préparation des conférences mondiales. Rio, Vienne, le Caire et Copenhague voient donc la présence, non plus seulement, d'un forum des ONG en marge, mais surtout la participation d'ONG dans l'enceinte des conférences. Mais quelle est leur marge de manœuvre ?

Certaines ONG sont maintenant intégrées aux délégations gouvernementales — quatre associations étaient présentes dans la délégation française — sans que l'on sache vraiment si leurs voix pèsent réellement dans les négociations ou si elles se limitent à émettre des propositions. De fait, leur présence cautionne ces conférences en leur conférant un statut de concertation. Mais ces ONG qui représentent-elles réellement ?

Les accréditations ont été délivrées par un comité *ad hoc* de la commission sur le statut de la femme des Nations unies, en mars 1995, c'est-à-dire de nombreux mois avant la Conférence. Seules les ONG parfaitement intégrées dans les institutions reçoivent, en général, un avis favorable. C'est à ce stade que les ONG un peu gênantes pour les États sont rejetées. Ainsi, pour Pékin, le Vatican a cherché à évincer, en vain, les associations catholiques qui n'adoptent pas un point de vue, comme Catholics for a free choice (organisation américaine qui a de nombreux groupes en Amérique latine notamment). La Chine, quant à elle, a refusé la présence d'organisations de Tibétaines en exil et de femmes taïwanaises.



Haiti

La montée des tensions

L'impopolarité du programme d'ajustement structurel en préparation et le mécontentement croissant de la population ont provoqué la démission du premier ministre Smarck Michel. Il a été remplacé par Claudette Werleigh, qui détenait jusqu'à présent le portefeuille des affaires étrangères. A la Maison blanche comme au siège de l'ONU, on craint qu'Haiti ne connaisse à nouveau une période agitée. Et, ici et là, on évoque avec insistance la possibilité de laisser quelques troupes en Haïti au delà du 7 février 1996, date à laquelle Jean-Bertrand Aristide doit, en principe, quitter le palais présidentiel.

Par Arthur Mahon

LE 15 OCTOBRE 1994, dans la liesse générale, le président Aristide revenait à Port-au-Prince à bord d'un avion de l'armée des Etats-Unis. Le premier anniversaire de cette journée mémorable ne s'est pas déroulé comme on avait pu en rêver à Washington. Quelques jours plus tôt, le premier ministre Smarck Michel avait présenté sa démission au président Aristide. Il n'attendait que le départ d'Al Gore et de Boutros Ghali, venus assister aux festivités du 15 octobre, pour rendre officielle sa démission. Durant son bref séjour en Haïti, le vice-président américain Al Gore s'est surtout préoccupé de faire la leçon à Aristide durant ce qu'il a appelé «un intense tête à tête».

PRIVATISATIONS

Smarck Michel a présenté sa démission au moment même où le parlement issu des élections de cet été était en train de prendre ses fonctions. La question de la formation d'un nouveau gouvernement se trouvait posée de toute manière. Jusqu'à récemment, il pouvait sembler naturel que Smarck Michel se succède à lui-même. Mais, depuis quelques semaines, le mécontentement social s'était cristallisé autour du débat sur les privatisations de neuf entreprises d'Etat, et il était loin d'être sûr que le parlement vote sa confiance à Smarck Michel. Le premier ministre était en effet monté en première ligne pour défendre la politique de privatisations. Le 28 septembre, lors d'une conférence de presse, il exhorta la population et le nouveau parlement à soutenir un programme d'ajustement structurel d'une durée de trois années. «Le moment de choisir est venu», affirma-t-il, ajoutant que si le parlement ne votait pas les mesures qui lui seraient proposées, alors le pays connaîtrait de grandes difficultés financières dès le mois de novembre et lui-même démissionnerait de ses fonctions.

Le 9 octobre, Smarck Michel présenta au gouvernement la lettre d'intention adressée au FMI qu'il s'appêtait à aller signer à Washington. Certains ministres manifestèrent leur scepticisme, voire leur désaccord. Et on dit que le président Aristide aurait demandé au premier ministre de retarder ce voyage afin de donner plus de temps au débat public sur les privatisations. Quelques heures plus tard, Michel rédigeait sa lettre de démission.

Depuis un an, une série de mesures ont été prises allant dans le sens de ce que souhaitait le FMI. Début mars, le FMI avait approuvé un accord de confirmation d'un montant de 31 millions de dollars. Le FMI donnait ainsi son aval au memorandum de février 1995 du gouvernement haïtien qui s'engageait à «faciliter le développement du secteur privé» en «améliorant les infrastructures économiques, en réformant le régime du commerce extérieur, en se dégageant des entreprises publiques et en déréglant le cadre des affaires», ainsi qu'en liquidant ses retards de paiement de la dette extérieure. Dans le communiqué de presse annonçant l'accord de confirmation de mars, le FMI écrivait que «ces mesures pourraient être la base d'un programme économique à moyen terme», c'est-à-dire un plan d'ajustement structurel, susceptible d'être appuyé par un prêt du FMI et des financements de la Banque mondiale et de la Banque intérimaire de développement.

LES DIFFICULTÉS DE CLINTON

Le 15 octobre, à Port-au-Prince, le vice-président nord-américain répéta à des journalistes ce que Michel annonçait depuis des semaines : sans privatisations et sans plan d'ajustement structurel, le FMI et la Banque mondiale ne débloqueront pas les prêts sur lesquels le gouvernement comptait pour boucler le budget de l'année fiscale 1995-



15 octobre 1994 : retour du Président Aristide à Port-au-Prince

1996. Parce que Smarck Michel était devenu le symbole de la mise en place d'un plan d'ajustement structurel, sa démission représente un échec pour l'administration Clinton. Elle arrive après un autre revers : les élections tenues cet été sous l'égide de l'ONU et des Etats-Unis ont été marquées par un fort taux d'abstention, et certains élus ayant des attaches avec le mouvement populaire, ne sont pas du goût de Washington. C'est le cas du chanteur Manno Charlemagne, connu pour ses prises de position anti-impérialistes, qui a été élu maire de Port-au-Prince.

En se rendant à Port-au-Prince pour les commémorations du 15 octobre, Al Gore avait un sujet supplémentaire de préoccupation. Le président Aristide doit quitter le palais national le 7 février. Pour que l'élection présidentielle se tienne comme prévu au mois de décembre, on devrait être actuellement en pleins préparatifs. Or tout est au point mort. Cela ne serait pas grave si la Maison blanche n'était pas aux prises avec le parti républicain, qui a choisi de faire d'Haïti un terrain de confrontation.

L'administration Clinton a intérêt à ce qu'Haïti n'ait pas de problèmes financiers. Mais elle est prise dans une terrible contradiction. Elle ne peut ni exercer publiquement trop de pressions sur Aristide, ni le laisser s'écarter des engagements pris avant son retour en Haïti. Dans les deux cas, ce serait avouer que la politique menée en Haïti n'a pas le succès escompté, et ce serait donc donner des armes à ses adversaires. Déjà, les porte-parole du parti républicain assurent qu'Aristide fait régner une situation de terreur et menacent de bloquer toute aide destinée à son pays.

La situation de l'administration Clinton est d'autant plus délicate que, par ailleurs, elle doit répondre à des accusations en provenance d'Haïti. C'est ainsi qu'au mois de septembre, interviewé par l'hebdomadaire *The Nation*, le ministre de la justice reprocha aux Etats-Unis d'avoir fait sortir de prison, puis d'Haïti, un homme accusé de plusieurs crimes politiques et lié aux services secrets américains. Autre affaire scandaleuse : relayant les revendications d'organisations de défense des droits de l'homme, une commission du sénat haïtien demande maintenant que les

Etats-Unis rendent à Haïti les archives de l'organisation paramilitaire FRAPH, saisies il y a un an par l'armée américaine. Or elles ont été classées top secret. On y trouve sans doute des détails sur les liens qui existaient entre le FRAPH et des agences nord-américaines.

CE QUE CRAINT LA MINUHA

Pourquoi tant de difficultés à mettre en oeuvre un plan d'ajustement structurel, pourquoi une méfiance grandissante vis-à-vis des Etats-Unis ? C'est que depuis quelques mois on assiste à un aiguisement des contradictions sociales. Un rapport interne à la MINUHA (Mission des Nations unies pour Haïti), dévoilé par la presse haïtienne, s'en est récemment inquiété. On y notamment : «L'économie ne s'est pas améliorée suffisamment pour rassurer une population aux abois (...). La population, qui avait montré sa volonté d'attendre que sa situation s'améliore à la suite du retour du président Aristide, proteste maintenant de plus en plus sur sa condition. Les statistiques de la MINUHA indiquent qu'il y a eu une augmentation constante du nombre des manifestations à thème économique au cours des six derniers mois. (...) Les incessantes manifestations de rues, jointes à la victoire massive de la Plate-forme politique Lavalas aux récentes élections parlementaires et locales conduiront à une pression croissante pour bloquer les privatisations, augmenter les salaires et établir un contrôle des prix».

Même s'il est un peu exagéré de parler, comme le fait ce document, des «incessantes manifestations de rues», il est néanmoins vrai qu'on assiste depuis quelques semaines à une série de mobilisations à travers le pays. Les revendications portent sur une grande variété de sujets : l'absence de justice, les projets de privatisation, la corruption dans les administrations de l'Etat, les difficultés de la vie quotidienne. Le document de la MINUHA fait l'éloge de la politique de réconciliation menée par le président Aristide, dont il est dit qu'il est «le seul homme politique à avoir une large base nationale» et qu'après son départ «les masses craindront

d'être trahies en faveur de l'élite». L'auteur du document craint que les tensions sociales ne débouchent sur des affrontements avec la MINUHA.

La politique suivie par Aristide depuis un an n'est pas sans conséquence sur la manière dont il est perçu par la population. Un doute commence en effet à s'insinuer : certes le retour du président a mis fin à la répression, et il faut lui être reconnaissant d'avoir quasiment fait disparaître l'armée, mais comment se fait-il qu'à part cela, rien n'ait changé en un an ?

DÉMAGOGIE

C'est sans doute là une des raisons du fort taux d'abstention lors des élections. Aristide a d'ailleurs subi un échec personnel au mois d'août lorsqu'en tournée dans le plateau central il a exhorté la population à se rendre aux urnes le dimanche suivant : dans cette région le taux d'abstention fut un des plus élevés d'Haïti.

Face à cette situation difficile, le président tente de manoeuvrer, use de démagogie et s'efforce de préserver sa popularité. En même temps, poursuit ses tentatives de manipuler et contrôler le mouvement populaire. Il essaime à travers le pays des «projets présidentiels», qui coûtent très cher au trésor public et court-circuitent l'action du gouvernement. Il tente de rejeter tous les problèmes sur ses ministres et de dégager sa responsabilité. Ainsi, confronté aux revendications sur l'absence de justice, il a appelé la population à lui indiquer des personnes plus compétentes que le ministre de la Justice.

Le débat sur le plan d'ajustement structurel l'a mis mal à l'aise. Cette discussion a commencé à prendre de l'ampleur à la mi-août lorsque Smarck Michel a annoncé les premières mesures de privatisation. Cela a donné lieu à de nombreuses manifestations, des émissions de radio et de télévision, des colloques et la publication d'une série de documents. Aristide a oscillé dans ses prises de position. Récemment, il était allé jusqu'à promettre la prison à ceux qui oseraient vendre les biens de l'Etat. Mais, quelques semaines plus tôt, il appuyait fermement la politique de privatisation, assimilée dans sa bouche à une «démocratisation». Il sait très bien qu'en fait de démocratisation, les entreprises privatisées aboutiront entre les mains de l'oligarchie (une opération dont des cercles proches du pouvoir espèrent tirer quelque profit). La nomination de certaines personnes connues pour leur incompétence ou leur corruption à la tête d'entreprises d'Etat peut-il être interprété autrement que comme un encouragement à leur privatisation ? Il serait bien hasardeux d'affirmer qu'il existe un réel désaccord entre le président et son ancien premier ministre sur l'objectif à poursuivre. Smarck Michel ne s'est d'ailleurs pas gêné pour dire que le président ne lui a jamais demandé de changer de politique économique. Et il a rappelé qu'il ne faisait qu'il ne faisait qu'appliquer un plan présenté en août 1994 aux bailleurs de fonds par des membres du cabinet présidentiel. Il aurait pu ajouter que, rédigé par Leslie Delatour, un chantre du libéralisme, ce document allait même au delà de ce que demandaient les institutions de Bretton Woods. Comme l'a expliqué froidement Smarck Michel, lui-même était en charge de la gestion économique, tandis qu'Aristide s'occupait de la gestion politique. Or ce dernier craint des mesures maladroites qui seraient rejetées par la population. Il y a quelque semaines, prenant l'exemple de ce qui s'est passé au Costa-Rica cet été, il affirmait sa volonté d'éviter que des troubles graves n'éclatent.

UN NOUVEAU PARLEMENT

L'évolution de la situation dans les mois qui viennent est liée à de nombreuses inconnues. Ainsi, on commence à se demander si l'élection présidentielle va réellement se tenir. Le président Aristide semblait avoir abandonné l'idée qu'on lui prêtait de proposer un amendement à la constitution afin de rester au pouvoir au delà du 7 février 1996. Cependant, ces dernières semaines on a vu se multiplier tracts et graffitis «spontanés» demandant que son mandat soit prolongé des trois ans passés en exil. Et lors d'un grand rassemblement populaire organisé à Port-au-Prince après la démission de Smarck Michel, Aristide a dit clairement qu'il n'était pas insensible à cette revendication, clamée par une partie de la foule.

La politique que va suivre le nouveau parlement est une autre inconnue de taille. Il est entré en fonction au début du mois d'octobre à l'issue d'un interminable processus électoral. Le premier tour, qui s'était tenu le 25 juin, fut recommencé le 13 août dans le quart des circonscriptions. En effet, il y eut de nombreuses irrégularités lors du premier tour, dus à la fois à des problèmes d'organisation (pour lesquels l'ONU et les Etats-Unis portent une lourde responsabilité), à des tentatives d'empêcher le scrutin et à une volonté de frauder de la part de certains candidats. Les formations d'opposition, dont la plupart s'étaient rendues complices de la dictature militaire, et qui en conséquence ont été marginalisées par le vote des électeurs, ont alors sauté sur l'occasion et ont mené tout l'été une guérilla contre le pouvoir Lavalas, accusé de tous les maux. Ils ont reçu l'appui du parti républicain et de certains cercles du parti démocrate. Ils ont appelé au boycott de la suite du processus électoral, ce qui n'a pas empêché leurs partisans qui pouvaient être élus de maintenir leur candidature. Finalement, à l'issue du second tour, tenu le 17 septembre, la Plate-forme politique Lavalas a obtenu les trois-quarts des sièges de députés. Presque tous les sièges de sénateurs qui étaient à renouveler ont également été remportés par des candidats Lavalas.

Dans un nombre significatif de circonscriptions, des candidats Lavalas ont mené une réelle campagne électorale, notamment sur les thèmes de l'abolition de l'armée et du refus des privatisations, voire même de la souveraineté nationale. Mais, en général, cela n'a pas été le cas. Coalition hétéroclite dénuée de programme, constituée à la demande d'Aristide, la Plate-forme politique Lavalas était composée de trois formations politiques, deux nées dans la lutte contre la dictature, mais qui ne prennent guère de position claire (l'Organisation politique Lavalas et le Parti Louvri Baryè), et un petit parti issu d'un courant populiste des années 50 (le MOP). Un grand nombre de candidats présentés par la coalition n'étaient membres d'aucun parti. Et, parmi les élus, on trouve nombre de notables locaux ou simplement d'arrivistes, tout prêts à se laisser corrompre. On peut cependant penser qu'au contraire de ce qui s'est passé avec la précédente législature, un certain nombre de députés et de sénateurs se feront les avocats des intérêts populaires et ne plieront pas trop facilement l'échine devant l'une ou l'autre des ambassades étrangères, devant les émissaires de l'oligarchie ou bien ceux du palais présidentiel. Ce serait un grand événement en Haïti !



Pologne

Les enjeux de la présidentielle

L'élection présidentielle à deux tours, qui aura lieu en Pologne les 5 et 19 novembre, représente un enjeu énorme non seulement pour les forces politiques en présence mais aussi pour l'ensemble de la société. En septembre 1993, après quatre ans d'exercice du pouvoir, la droite néolibérale issue de Solidarité a subi une dure défaite lors des élections parlementaires. Le succès obtenu alors par l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) exprimait la protestation de larges couches ouvrières et populaires contre les désastreuses conséquences sociales de la « thérapie de choc » et de la politique de restauration du capitalisme.

Zbigniew Kowalewski

Varsovie, octobre 1995

SOUS LA DIRECTION DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE de la République polonaise (SdRP), issue de l'ancien parti stalinien, la SLD s'est retrouvée au gouvernement, en alliance avec le Parti paysan polonais (PSL), lui-même issu d'un ancien parti satellite du régime stalinien. C'était un véritable tremblement de terre dans la vie politique du pays: l'ancien régime est tombé à peine quatre ans plus tôt, suite aux premières élections (encore partiellement) libres. Personne ne s'imaginait que les courants politiques issus de ce régime honni, même transformés substantiellement, reviendraient un jour, et, de plus, à court terme, au gouvernement.

L'ancienne opposition antistalinienne, portée au pouvoir par les masses, fut ensuite battue par le vote populaire, parce que ses gouvernements successifs frappèrent très durement les intérêts et les acquis sociaux des travailleurs. Il s'est avéré que la restauration du capitalisme était beaucoup plus difficile que ce que croyaient les idéologues et les promoteurs politiques de l'économie de marché.

La SdRP n'est pas un parti stalinien, en dépit de son origine. L'ancien parti stalinien, le Parti ouvrier unifié polonais (POUP), s'est dissout après la chute de son pouvoir, et la constitution à sa place d'un parti social-démocrate n'était pas seulement une opération de camouflage. Le POUP était l'organisation politique de la bureaucratie étatique et, à la fin de son régime, celle des capitaux nomenklaturistes, les premiers qui soient apparus. Le nouveau parti, privé du pouvoir étatique, ne pouvait être perçu comme leur représentation politique ni par la bureaucratie étatique, ni par nombre de capitalistes, même originaires de la vieille bureaucratie, dans la mesure où l'accumulation primitive des capitaux privés s'opérait

en liaison étroite avec l'appareil d'État et les partis au gouvernement.

Pour survivre, la SdRP fut obligée de se déplacer sur le terrain social, vers le salariat, et de s'appuyer sur les anciens syndicats stalinien. Ces syndicats représentent aujourd'hui l'organisation majoritaire au sein du mouvement ouvrier, à cause du discrédit, aux yeux de la majorité des travailleurs, de l'ancien syndicat indépendant Solidarité, qui est tombé sous le contrôle politique de la droite et a protégé la « thérapie de choc ».

La SdRP est un parti de gauche, mais elle ne représente pas une alternative de gauche à la restauration capitaliste. L'aile proliférale qui la dirige cherche à rétablir l'économie de marché, à obtenir le soutien des secteurs capitalistes du pays, à coopérer avec l'église catholique, à se lier à la bourgeoisie mondiale et aux puissances impérialistes, à intégrer l'Europe de Maastricht et l'OTAN. La SdRP, considérée par l'électorat de gauche comme un rempart contre la droite et comme un défenseur des acquis sociaux, a oublié tout de suite ses promesses, par ailleurs très vagues, après son succès électoral et a choisi de gérer la restauration du capitalisme.

A LA RECHERCHE D'UN COMPROMIS

avec la droite, elle a cédé au président Walesa le contrôle des ministères de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires étrangères. Elle a renoncé à la relégislation de l'avortement et à la défense de la laïcité de l'État.

Sous le gouvernement SLD-PSL, la croissance économique en vigueur depuis quelques années ne bénéficie en rien aux couches salariées mais en tout aux profits des capitalistes et aux revenus des riches. Les salaires réels dans les entreprises croissent à peine, tandis que dans la Santé et dans



l'Education ils chutent toujours. Il est vrai que le taux de chômage (de 17 %) n'augmente plus, au moins dans les statistiques officielles, mais aucun plan de lutte contre le chômage massif et ses effets sociaux n'a été appliqué. Il est vrai également que le rythme des privatisations s'est ralenti considérablement, mais le gouvernement cherche toujours à les relancer et à démanteler l'essentiel de l'industrie étatique.

LA SDRP CONSTITUE LA FORCE HÉGÉMONIQUE de la gauche polonaise. Une « autre gauche », l'Union du travail (UP), issue de certains secteurs de l'ancienne opposition antistalinienne et du syndicat Solidarité et renforcée par des transfuges de l'ancien parti stalinien, diffère de la SdRP en ce qui concerne ses origines politiques, mais pas en ce qui concerne sa nature politique. C'est également un parti social-démocrate, mais à influence secondaire. Bénéficiaire elle aussi en 1993 du tournant à gauche dans l'électorat et présente de façon significative au parlement, elle n'a pas de base syndicale. Elle refuse d'opposer à la droite un front unique avec la SdRP. Par contre, elle cherche à se coaliser avec l'Union de la Liberté pour chasser la SdRP du gouvernement.

Suite à la déroute de la droite en 1993, la scène politique se présente de la façon suivante : la coalition SdRP-PSL a la majorité parlementaire absolue, la droite libérale, représentée par l'Union de la Liberté (UW), se maintient au parlement, avec quelques autres formations de droite faiblement représentées, tandis que la plupart des partis de droite conservatrice et radicale, dont l'Union nationale-chrétienne (ZChN) appuyée par l'église catholique, se trouvent repoussés dans l'opposition extraparlamentaire. La droite, très divisée, voire déchirée, préserve néanmoins de puissants points d'appui dans l'appareil d'État : la présidence de la République, exercée par Lech Walesa, et le contrôle sur l'armée, la police politique, la banque nationale et la télévision publique. Tout en étant au gouvernement, la coalition SdRP-PSL n'exerce en réalité qu'un pouvoir restreint, tandis que la droite, sans être au gouvernement, exerce un pouvoir tout à fait considérable.

IL S'AGIT D'UNE « COHABITATION » d'autant plus conflictuelle que la droite se radicalise de plus en plus après sa défaite de 1993 et devant le danger d'une nouvelle défaite, lors des prochaines élections présidentielles.

Selon les sondages, à la tête de la course au palais présidentiel au premier tour se trouve Aleksander Kwasniewski, candidat de la SdRP et de la SLD dans son ensemble, avec 25 % des intentions de vote. Le deuxième candidat de la gauche, Tadeusz Zielinski, sans-parti et porte-parole d'État pour les droits de citoyens, soutenu par l'Union du travail et par le Parti socialiste polonais (PPS), a peu de chances de passer au deuxième tour. La direction de l'UP aurait souhaité soutenir la candidature de Jacek Kuron (présenté par l'Union de la Liberté), mais elle fut mise en minorité au congrès. Les délégués ont refusé de soutenir le candidat d'un parti présidé par Leszek Balcerowicz, l'artisan de la « thérapie de choc ». Le choix de Zielinski contre Kuron a suscité une crise dans l'Union du travail : son président d'honneur Karol Modzelewski, partisan de la candidature de Kuron, a quitté le parti.

LA DROITE ELLE, s'est présentée à l'élection présidentielle en ordre dispersé, avec une pléiade de candidats. Longtemps Hanna Gronkiewicz-Waltz, sans-parti, directrice de la Banque nationale, avait devancé dans les sondages Walesa et Kuron. Elle mène sa campagne sous le mot d'ordre de la lutte « contre le féminisme et la subversion de l'ordre moral chrétien ». Au sein de la droite, seul le courant libéral, qui soutient la candidature de Jacek Kuron, dispose d'un parti influent. Mais la droite conservatrice et radicale refuse de s'allier avec l'Union de la Liberté contre la SdRP et la SLD. Très éclatée, cette droite dispose néanmoins des forces puissantes et menaçantes. Il s'agit du « parti

ecclésiastique » constitué par l'appareil de l'Eglise catholique, du « parti militaire » constitué par des secteurs de l'appareil de l'armée avec à leur tête l'état major général, et le « parti syndical » représenté par l'appareil du syndicat Solidarité. Le premier ne cache pas sa volonté d'instaurer en Pologne un Etat confessionnel et intervient ouvertement dans la campagne électorale en appelant à barrer à tout prix la route au « post-communiste » Kwasniewski. Le deuxième cherche à assurer à la bureaucratie militaire une participation active à l'exercice du pouvoir politique. Le troisième se prononce pour un Etat confessionnel et un régime corporatiste. C'est avec l'appui de ces trois forces que le président sortant Lech Walesa peut compter. Sa récente remontée dans les sondages, qui le placent en seconde position au premier tour et laissent attendre qu'il pourrait l'emporter au second face à Kwasniewski est manifestement le signe de l'entrée de ces forces dans la campagne.

MARIAN KRZAKLEWSKI, président de Solidarité, menace d'appeler à une réédition polonaise de la « marche sur Rome ». Solidarité reste un syndicat ouvrier, mais sa direction est entièrement entre les mains de la droite, y compris extrême. Elle mobilise une partie de la classe ouvrière, en particulier du prolétariat minier de Silésie, avec des mots d'ordre mélangeant de justes revendications ouvrières et des revendications très réactionnaires. Dans les laboratoires idéologiques de Solidarité sont concoctées des « synthèses » similaires à celles opérées au début du siècle en France et en Italie entre syndicalisme révolutionnaire et nationalisme intégral. Le courant le plus extrémiste, ouvertement antisémite, dirigé par Zygmunt Wrzodak, a sa place forte à l'usine de tracteurs Ursus de Varsovie. Ce sont des syndicalistes d'Ursus qui, lors d'une manifestation contre le gouvernement en juin dernier, crièrent qu'il fallait expédier les ministres aux chambres à gaz.

Maciej Jankowski, président régional de Solidarité de Varsovie, a condamné les « méthodes fascistes » de ses collègues d'Ursus, mais lui-même annonce qu'en cas d'élection de Kwasniewski à la présidence de la République, son syndicat déclencherait une « révolution qui ne serait pas de velours » contre le « pouvoir communiste ». Quelques semaines plus tard, en présence de Lech Walesa et des délégués au congrès national de Solidarité, Henryk Jankowski, prêtre lié depuis le début à ce syndicat, lançait dans son homélie des diatribes antisémites, que les syndicalistes applaudirent vivement. Il n'y a pas de doute que, comme l'affirme Aleksander Malachowski, dirigeant de l'Union du travail et vice-président de la Diète, le clergé catholique polonais partage les sentiments antisémites de ce curé.

AUJOURD'HUI EN POLOGNE, battre la droite signifie résister à la tendance à l'instauration d'une dictature de droite. La restauration du capitalisme ne peut être menée jusqu'au bout sans un changement radical, nécessairement violent, du rapport de forces sociales et des structures de la société. La démocratie politique, même de type bourgeois, n'est pas compatible avec la consolidation du processus de restauration. Mais, dans le meilleur cas, la nouvelle victoire électorale de la gauche freinera la progression de cette tendance sans être capable de la renverser, dans la mesure où il s'agit d'une gauche qui, elle-même, est restaurationniste. Le besoin d'une alternative résolument anticapitaliste est urgent. Or, une telle alternative ne pointe toujours pas à l'horizon.

★

Portugal

Victoire du PS

Dans cet entretien Francisco Louça, membre de la direction du Parti socialiste révolutionnaire (PSR, Section portugaise de la Quatrième internationale), analyse les résultats des élections législatives du 1^{er} octobre 1995.

*Entretien avec Francisco Louça
Propos recueillis par Sonia Leith*

Inprecor : Le parti socialiste a remporté dimanche 1^{er} octobre une ample victoire électorale. Peux-tu nous en expliquer les raisons ?

Francisco Louça : Le gouvernement et le pouvoir politique étaient dominés depuis de longues années par un parti de droite, le Parti social-démocrate (PSD), qui avait une majorité absolue au parlement depuis 11 ans et qui contrôlait le gouvernement depuis 12 ans. Ce fut la plus longue période de stabilité politique depuis la révolution du 25 avril 1974. Ainsi, depuis 21 ans, pour la première fois, on connaissait l'hégémonie politique de la droite c'est-à-dire à la fois un processus de recomposition politique à droite et également une réorganisation de toutes les structures sociales qui soutenaient le gouvernement : les industriels — surtout les exportateurs —, ceux qui ont bénéficié de l'adhésion au marché commun en 1986, les fonctionnaires de l'État, les propriétaires et les spéculateurs de l'immobilier.

Cependant, ce gouvernement a connu deux périodes. Pendant les années 80 (jusqu'en 1990), le Portugal a connu une période d'expansion sous l'impulsion des financements de la Communauté européenne, mais aussi à cause de la croissance des exportations, d'un système d'impôt beaucoup plus efficace, du recul important des luttes sociales et notamment des grèves ouvrières et d'un fort contrôle de l'ensemble de la société. Après cette période caractérisée par des victoires électorales permanentes, la période de déclin du gouvernement du PSD a commencé avec la récession qui a débuté en 1991 et qui s'est prolongée jusqu'à maintenant. Les quatre dernières années ont vu une succession de scandales ayant provoqué des défaites partielles aux élections municipales dans les grandes villes et même aux élections du parlement européen. Ce qui traduisait l'usure de l'appareil et la remise en cause de l'hégémonie du PSD.

La décision du Premier ministre, Cavaco, de ne pas se présenter aux élections, a été fatale pour le PSD, dans la mesure où le charismatique Cavaco représentait la continuité de la direction du PSD.

C'est ainsi que le Parti socialiste (PS), qui a toujours été le plus grand parti de l'opposition, recueillant 30 % des voix quand la droite avait la majorité absolue de 51 %, s'est trou-

vé en bonne position pour représenter la montée du ras le bol. Il a enfin obtenu 113 députés sur 230 donc presque la majorité absolue (42-43 %) du vote populaire réussissant ainsi à personnifier les espoirs de changement et le rejet de la politique gouvernementale des dernières années.

● **Quels étaient les thèmes de sa campagne électorale ?**

Le PS a essayé de se substituer à la mythologie politique et au programme de gouvernement du PSD pendant dix ans qui était de mettre en avant le concept de stabilité. Le PS disait qu'après les scandales et après toutes les tensions sociales, surtout les luttes des étudiants contre le changement du financement des universités publiques, il était en mesure de garantir la stabilité. Son programme politique et social est en fait très proche du programme traditionnel de la droite. Il est en accord sur l'essentiel, c'est-à-dire sur la politique européenne (défense du traité de Maastricht et de la monnaie unique), sur les privatisations et sur les politiques sociales. La seule nouveauté, de nature démagogique, est le projet du salaire minimum garanti pour les pauvres et les sans-abri. Même sur le dossier brûlant de l'enseignement public qui a suscité une mobilisation étudiante importante soutenue par le futur ministre de l'Éducation du Parti socialiste, le projet officiel du parti remet en cause la gratuité de l'enseignement. La politique du PS au gouvernement ne sera pas en rupture avec celle du PSD.

● **Le Parti populaire (PP) a doublé son score des précédentes élections et arrive aujourd'hui en troisième position sur l'échiquier politique devançant le PC. Comment expliques-tu ce phénomène ?**

La réalité est un peu plus compliquée que les chiffres. Le Parti populaire est le nouveau nom d'un ancien parti, le CDS, qui était le plus faible parti de la droite portugaise. Le CDS maintenait des relations directes avec quelques anciens dirigeants de la dictature ou de la transition au moment de la dernière phase de la dictature. Il avait alors obtenu 12 % à 16 % des voix. Toutefois, pendant les années

de la majorité absolue du PSD, il a été marginalisé et réduit à 4 %. Lors de ces dernières élections il a obtenu 8 ou 9 %, donc il double son score mais il demeure encore loin des 16 %. Cependant, il y a un grand changement : changement de direction, de ton politique et même un changement dans son électorat. Le vote pour le PP provenait plutôt de la campagne, maintenant c'est un vote urbain, plus jeune et plus radical. Pour la première fois un parti de droite (qui n'est pas un parti d'extrême-droite comme le Front national en France) axe son discours sur la sécurité, le renforcement du contrôle policier, la peur des étrangers, etc. On assiste pour la première fois à une radicalisation du discours politique sur des thèmes nouveaux comme celui de la drogue. C'est d'ailleurs un thème très important pour le PP ainsi que pour le PS qui défend la même position. Pour le moment le PP n'est pas en train de récupérer les lecteurs du PC.

● **La Coalition démocratique unitaire (CDU) dominée par le PCP semble être en perte de vitesse, pourquoi ?**

Le PCP se maintient malgré son lent déclin historique. C'est un parti qui bénéficie d'un vote très âgé. Il était à 9-10 % actuellement, il est à 8-9 %. Il arrive à préserver ses bastions (le vote dans les grandes villes et dans les zones de la réforme agraire). Il a perdu deux députés (de 17 il est passé à 15). Cette perte s'explique surtout par le « vote utile » pour le PS.

Lors des derniers jours de la campagne électorale, il y a eu un énorme traumatisme parce que le PSD a réussi à faire le plus grand meeting de toute la campagne électorale, poussant ainsi les électeurs critiques à voter PS par peur de voir revenir le PSD au pouvoir.

● **Quelle a été l'intervention du PSR lors de ces élections ?**

En 1991, nous avons réalisé un score intéressant (65 000 voix) surtout à Lisbonne qui est la seule ville où le PST avait des chances d'avoir un député — il faut avoir 20 000 voix pour élire un député. C'est pourquoi lors de ces élections nous avons décidé de présenter nos propres listes, partout, soit presque 350 candidats, tout en sachant que nous allions rencontrer plus de difficultés à cause du « vote utile » pour le PS. Nous avons choisi de faire une campagne radicale, agressive et de démarcation politique par rapport au PS. Notre choix était de faire une campagne de « rupture » sur des thèmes comme la gratuité de l'enseignement.

Lors de notre passage à la télé nous avons choisi de poser des questions sur les droits civiques lors d'une émission qui a été consacrée aux victimes assassinées par la police pendant les 15 dernières années. On a soulevé d'autres thèmes comme les accidents de travail, parce que le Portugal est l'un des pays d'Europe où il y en a le plus, ou encore la question des femmes, les droits des minorités et en particulier des minorités sexuelles, l'anticrisme, etc.

Sous une forme agitative, nous avons expliqué la différence entre le PS et le PSR, par la lettre « R ». Le R de Révolte, de Revendication, de Révolution. Nous avons fait un grand

meeting à Lisbonne sur le thème général des révolutions avec des chanteurs populaires et des chanteurs d'Opéra, en reprenant l'histoire de la Révolution russe, la Commune de Paris, la Révolution mexicaine, la Guerre civile espagnole, la révolution portugaise pour expliquer au moyen d'un grand concert et d'un meeting pourquoi on était des révolutionnaires. La campagne générale fut très réussie. On a pu organiser des meetings à Porto, Coimbra, Lisbonne, etc. plus importants que ceux de 1991 et avec un public plus jeune. Nous avons mis des personnalités très influentes de la gauche sur nos listes : un ancien cadre du PC, numéro deux dans la ville de Lisbonne, la veuve du plus grand chanteur populaire José Alfonso était numéro deux sur la liste de Ustabal, la ville ouvrière, il y avait des militants de la grève des enseignants, des syndicalistes. On a fait un peu plus de 40 000 voix donc nous avons perdu des voix par rapport à 1991, surtout en province où les gens savent que le vote pour le PSR est seulement un vote de témoignage. A Lisbonne nous avons obtenu 17 000 voix ce qui n'était pas suffisant pour avoir un élu. Les sondages indiquaient tout au long de la semaine

qui a précédé les élections une forte progression. Ce pronostic a été en parti confirmé puisque dans quelques grandes villes, dont Lisbonne, nous sommes en cinquième position et nos scores dans les quartiers ouvriers et parmi les jeunes sont encore plus élevés.

● **Comment se présente aujourd'hui l'élection présidentielle de janvier 1996 ?**

Le scénario de cette élection n'est pas encore très clair. Pour le moment la gauche a un candidat fort, celui du PS, qui se présente officiellement depuis le mois de février. Maire de Lisbonne, ancien secrétaire général du PS, représentant la gauche du parti, Jorge Sampaio a réussi à organiser lors des élections municipales de décembre 1993 un front de tous les partis de gauche

(le PC, le PSR et l'Union démocratique populaire) ce qui a conduit à la victoire de ce dernier.

Sampaio est un candidat très fort. Pour le moment la droite n'a pas de candidat. Suite à sa défaite électorale, elle discute la possibilité de présenter l'ancien Premier ministre. Si Cavaco Silva se présente il sera un candidat fort de la droite mais sa victoire n'est guère garantie, surtout après la défaite que son parti vient d'essuyer.

La politique du PSR consistait jusqu'à maintenant à présenter comme pré-candidat un conseiller municipal de la ville de Lisbonne qui a défendu notre campagne et qui a pris position pour un candidat unique de la gauche. L'élection présidentielle est importante d'un point de vue politique mais la fonction présidentielle n'est pas en elle-même très importante. Le PSR discutera, lors de la prochaine réunion de sa direction, sur la tactique à suivre. Evidemment les possibilités d'une victoire de Jorge Sampaio sont beaucoup plus fortes.



Hommage à Ernest Mandel

Militant(e)s de la IV^e Internationale d'une trentaine de pays, ancien(ne)s militant(e)s et sympathisant(e)s pour lesquels Ernest Mandel symbolisait le marxisme vivant — elles et ils furent plus de mille deux cent le samedi 30 septembre à lui rendre hommage lors du transfert de ses cendres au cimetière parisien du Père-Lachaise. Une foule émue, sifflotant et chantonnant en une multitude de langues l'Internationale, la Jeune garde, Le chant des martyrs... Devant le mur des Fédérés Alain Krivine pour la LCR et Livio Maitan pour la IV^e Internationale, ont pris la parole.

ON NOTAIT LA PRÉSENCE des représentant(e)s des principales organisations de la gauche française — le Parti socialiste (Jean-Luc Mélenchon, sénateur), le PCF (Michel Daubas, membre du comité national), Lutte ouvrière (Arlette Laguiller), le Mouvement des Citoyens (Jean-Yves Autexier), la Convention pour une alternative progressiste (Gilbert Wasserman), l'Alternative libertaire (Laurent Esquerre), l'Alternative rouge et verte (Michel Fiant), les Refondateurs communistes de *Futurs* (Roger Martelli, membre du comité national du PCF) — ainsi que celles de Raoul Roa, ambassadeur de Cuba en France, de Michel Pablo et de Bala Tampoe (secrétaire général de la Ceylan Mercantile Union), de Jean Luc Benhamias (conseiller régional des Verts), de Perry Anderson et Robin Blackburn (*New Left Review*)... Le soir, dans la salle des expositions de Montreuil (à la limite de Paris), plusieurs centaines de personnes ont participé à une rencontre de témoignages clôturée par la projection d'une interview filmée d'Ernest, réalisée par Tariq Ali.

L'hommage parisien du 30 septembre avait été précédé ou suivi de meetings, consacrés à la vie et à l'œuvre d'Ernest Mandel, dans nombre d'autres villes à travers le monde. Notons en particulier la commémoration bruxelloise (29 septembre, plus de 300 personnes), celle de Sydney à l'initiative du Democratic Socialist Party australien (20 août), de New York et de San Francisco (États-Unis), de Madrid (7 octobre, 400 personnes), de Londres (13 et 14 octobre, où on notait en particulier la participation de Robin Blackburn et de Tariq Ali de la *New Left Review* devant 350 personnes), de Lisbonne (27 octobre). D'autres manifestations sont prévues au Brésil, au Mexique, au Canada, au Québec et ailleurs.

LES DIZAINES DE MESSAGES DE SOLIDARITÉ que nous avons reçus témoignent de l'émotion suscitée au sein

du mouvement ouvrier international par la disparition de notre camarade. Nous nous limiterons à en citer quelques uns.

Au nom de l'organisation marxiste-léniniste marocaine Ila Al Amam, Abraham Serfaty écrit : « *les premiers militants marxistes-léninistes marocains étudiaient avec passion son Traité d'économie marxiste. Dans nos prisons, la revue Inprecor publiée par la IV^e Internationale, dont il était le plus éminent dirigeant, nous apportait les enseignements des luttes révolutionnaires dans le monde.* »

Mohamed Harbi, dirigeant du FLN lors de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, rend hommage à « *l'apport d'Ernest pour reformuler le socialisme et redéfinir les bases d'un rassemblement révolutionnaire* » et à son engagement aux côtés de la révolution algérienne.

L'écrivain français Gilles Perrault écrit : « *Il était un de ces hommes très rares qui font aimer la Révolution parce qu'ils l'incarnent. (...) Théoricien mondialement reconnu et célèbre, il avait tout lu, beaucoup écrit, parlé devant maints auditoires éminents, mais il demeurait un militant et un amateur passionné de romans policiers, conjonction qui offre une définition possible de l'honnête homme du XX^e siècle.* »

ROSARIO IBARRA, coordinatrice de consultation zapatiste et député mexicain : « *Ernest nous a dit dans un de ses ouvrages "Nous devons faire renaître l'espoir". (...) L'espoir "mandélien" (si le vieux Mandel me permet de le nommer ainsi) est en train de renaître, chez mes frères et sœurs zapatistes (...) qui commencent à organiser cette force qu'est l'espoir, au-delà des communautés indigènes du Chiapas et, surtout, au-delà des frontières mexicaines.* »

En nous faisant parvenir le salut de Luis Ignacio da Silva « Lula », Marco-Aurelio Garcia écrit au nom de l'exécutif national du Parti des travailleurs du Brésil : « *Pendant plus*



d'un demi siècle Ernest Mandel a éclairé de son intelligence et de sa culture le mouvement socialiste du monde entier. (...) Mandel fut aussi un ami du Parti des travailleurs, dont il a accompagné la trajectoire depuis notre naissance »

Le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP, branche des territoires occupés) écrit : « Pour nous, marxistes palestiniens, Ernest Mandel a représenté un inspirateur et un maître à penser (...). Ernest Mandel a été également pour nous un modèle de continuité militante en dépit de tous les obstacles et de tous les effondrements. L'exemple de sa vie est une grande source d'inspiration. »

Dès l'aube de son engagement militant, Ernest Mandel s'était attelé au combat contre la gangrène stalinienne du mouvement communiste. Il fut pour cela, à de nombreuses reprises, dénoncé avec grossièreté par les directions des partis alignés sur le Kremlin. A ce titre l'hommage que lui ont rendus les dirigeants des partis issus du mouvement stalinien, s'il témoigne d'abord de leur propre transformation, est aussi un témoignage de sa victoire.

AINSI GREGOR GYSI DU PDS allemand écrit : « J'ai étudié et connu Ernest Mandel (...) dans la phase décisive, lorsque nous, PDS/SED, successeur du SED, développons notre critique du système bureaucratique qui se disait socialiste, et qui cependant était contradictoire avec les fondements du socialisme. Le courant représenté par Ernest fut, avec d'autres, une aide pour mes prises de position. Ce courant avait personifié dans les décennies précédentes aide et espoir pour beaucoup d'hommes et de femmes socialistes démocrates dans l'opposition du SED en ex-RDA. (...) Cette perspective et cet espoir d'un socialisme démocratique, qui figure aussi dans le nom de mon parti (...) nous unissent à l'occasion de la mort de notre ami Ernest Mandel. »

Au nom du Parti communiste d'Espagne, Francisco Frutos écrit : « Ernest Mandel a été pour beaucoup d'entre nous un révolutionnaire, un ami qui, lors des moments critiques de la gauche transformatrice, nous donnait des éléments d'analyse et des impulsions pour continuer la lutte avec des arguments moraux, théoriques et politiques. » Victor Rios, au nom de la présidence fédérale de la Gauche Unie (IU) de l'État espagnol écrit : « Pour beaucoup d'entre nous, Mandel a représenté un exemple de l'effort qu'il a fallu et qu'il faut encore faire pour développer une analyse critique du capitalisme et, en même temps, mener ce travail en rapport étroit avec la pratique militante. Il était donc un cas assez rare d'intellectuel et dirigeant politique dévoué à la cause du

mouvement ouvrier et de tous les mouvements d'émancipation. Vous savez que notre organisation est une formation politique qui a comme principe essentiel de fonctionnement la reconnaissance du pluralisme politique et idéologique. Dans ce cadre, l'apport de Mandel, radicalement critique aussi de l'expérience du "socialisme réel", pourra toujours nous être utile dans la tâche de reformulation d'un projet de société alternative capable de redonner crédibilité à une gauche anticapitaliste et internationaliste. »

Il est à noter que l'Humanité, quotidien du Parti communiste français, écrit pour sa part le 2 octobre : « Ernest Mandel, penseur et théoricien marxiste (...) fut, au sens le plus noble du mot, un militant. Dans son pays. Au sein de la IV^e Internationale, dont il était l'un des dirigeants. »

FAUSTO BERTINOTTI, le secrétaire général du Parti de la refondation communiste d'Italie, nous a fait parvenir un message particulièrement chaleureux : « Tous les communistes italiens se rappelleront à tout jamais la figure et l'œuvre d'Ernest Mandel, éminent savant et interprète moderne de la pensée marxiste. Il a consacré son existence à analyser avec pénétration et profondeur les contradictions immenses du monde contemporain, l'évolution du système capitaliste avec toutes ses injustices non résolues, les transformations nouvelles qui se sont produites dans les sociétés à l'échelle mondiale. Dans cette œuvre puissante, il a été soutenu par la confiance, la conscience de la nécessité historique et de la possibilité concrète de construire une société nouvelle mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'environnement et de la nature. C'est pourquoi son histoire personnelle est un fragment splendide de l'immense effort qui a été consenti, tout au long de ce siècle, par des hommes, des femmes, des classes dominées. Alors que nous nous inclinons, attristés et émus, devant sa disparition, nous sommes soulagés par l'inflexible conviction commune de continuer ce combat. »

Ernest Mandel n'est plus. Sa vie, dès l'âge de seize ans, a été intrinsèquement liée à l'activité de la IV^e Internationale. Personnalité exceptionnelle et exceptionnellement modeste, il considérait son œuvre théorique — aujourd'hui si largement reconnue — comme le fruit de l'activité de l'Internationale. Sur sa tombe il a souhaité que figurent ces mots : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous dans la IV^e Internationale ! »



Afrique du Sud

Les rendez-vous manqués de la classe ouvrière

Il y a encore quelques années, le mouvement ouvrier sud-africain apparaissait comme le pivot de la lutte pour la construction d'une Afrique du Sud post-apartheid et socialiste. Selon un certain schéma, l'Afrique du Sud, comme le Brésil ou les Philippines, devait être le théâtre d'une nouvelle configuration politique, conjuguant dans une même dynamique libération nationale anti-impérialiste et construction d'un pôle socialiste. Agissant au sein de l'ANC et du Parti communiste sud-africain, la gauche ouvrière et populaire espérait que l'élection de l'ANC serait une étape importante dans la réalisation de ces buts. Or presque deux ans après l'élection de Nelson Mandela et de son équipe, la situation se présente sous un autre angle.

Par Pierre Beaudet

LES SYNDICATS, QUI CONSTITUENT le secteur central du mouvement ouvrier, semblent désarçonnés, comme l'affirme Enoch Godongwana, dirigeant du puissant syndicat des métallurgistes (NUMSA) : « *les patrons disent à l'ANC qu'il faut choisir entre le marché et le peuple. On a l'impression que l'ANC est en train effectivement de choisir, et ce n'est pas le peuple* ». Dans un virage marqué par rapport aux discours passés sur la « transformation » de l'économie sud-africaine, l'ANC prêche maintenant les vertus du « marché » et de l'« austérité fiscale ». Pendant ce temps, les luttes ouvrières plafonnent. Dans ce contexte, la gauche sud-africaine s'interroge : quel est l'avenir du socialisme en Afrique du Sud ?

Dans les années 80, l'Afrique du Sud de l'apartheid semblait fléchir. Grèves à répétition, mouvements semi-insurrectionnels dans les townships, fronde généralisée de la petite bourgeoisie noire et mobilisations ininterrompues du mouvement étudiant, plusieurs indicateurs pointaient dans la même direction : la situation sud-africaine devenait « pré-révolutionnaire ». Pour beaucoup de Sud-Africains, le « nouveau » mouvement ouvrier organisé (1) constituait l'épine dorsale de cette résistance contre l'apartheid, mais aussi, le porteur d'un projet radical. La confédération syndicale FOSATU, lors de son congrès de 1982, plaçait la classe ouvrière au centre de la dynamique politique du pays. (2) Cette potentialité, qui terrifiait l'État et une large frange du patronat, faisait aussi frémir les dirigeants des mouvements nationalistes, principalement l'ANC, où on se méfiait d'un mouvement dont on soupçonnait la puissance et l'indépendance d'esprit. D'une force émietlée et relativement petite au début des années 1970, le mouvement syn-

dical avait en effet réussi à acquérir en quelques années une puissance considérable. Au début des années 80, plusieurs centaines de milliers de travailleurs noirs, notamment dans l'industrie manufacturière et dans les mines, étaient organisés au sein de syndicats militants et ouvertement politisés. En 1984, une grève quasi générale paralysait la grande région métropolitaine de Johannesburg, le cœur industriel du pays.

LE BOOM DES ANNÉES 70-80

C'est dans le contexte d'une telle croissance qualitative et quantitative que s'ouvre à la fin des années 1970 un grand débat sur le rôle de ce mouvement ouvrier dans la lutte contre l'apartheid. Plusieurs études et recherches théoriques et politiques furent alors réalisées sur la question, aussi bien au sein même du mouvement syndical que dans les milieux universitaires et ceci, en fonction de plu-

* Pierre Beaudet spécialiste de l'Afrique australe, dirige à Montréal le réseau ALTERNATIVES (ONG agissant dans le domaine du développement), et collabore régulièrement au *Monde diplomatique*. Il a bien voulu nous communiquer son analyse du processus en cours en Afrique du Sud.

1) A partir des années 70 et notamment de 1973, une nouvelle vague d'organisation syndicale a balayé le pays et s'est traduite dans une multitude de mouvements organisés. C'est ce processus qui a abouti en 1985 à la formation du COSATU. Par contre, le mouvement syndical en Afrique du Sud a une histoire qui remonte aux années 1920-30, pendant lesquelles des organisations se sont mises en place à la suite de luttes très dures. Cette première vague connut son zénith durant la deuxième guerre mondiale. Par la suite, dans les années 50, le mouvement ouvrier s'affaiblit jusqu'à sa quasi désintégration au début des années 60. Le Parti communiste dont l'influence restait déterminante dans certains secteurs syndicaux adopta alors l'option de la lutte armée qui conduisit les militants à pratiquement cesser tout travail syndical.

2) Fondée en 1979, la Federation of South African Trade Unions a été le principal véhicule de la gauche syndicale des années 1970-80. En 1985, la FOSATU de même que d'autres syndicats se dissolvaient pour créer le COSATU.



Manifestation après l'assassinat de Chris Hani, dirigeant du SACP en avril 1993.

sieurs options politiques. Autour du *South African Labour Bulletin*, par exemple (cette revue joua à l'époque un grand rôle dans les débats politiques en Afrique du Sud), plusieurs estimaient ainsi que les syndicats devaient constituer une « école de la démocratie » permettant aux travailleurs de « prendre leur place » sur la scène politique et économique. Quel que soit le pouvoir politique en place, le mouvement ouvrier organisé devait se constituer en « interlocuteur » sérieux face à l'État et au patronat. Eddy Webster (un des principaux animateurs de SALB) proposait au mouvement syndical sud-africain, à l'instar des situations brésilienne et philippine, de devenir un « mouvement social », une force capable de déterminer, dans une relation d'égalité avec les organisations politiques, la stratégie révolutionnaire. Les organisations syndicales devaient donc être « plus » que de simples intermédiaires dans la négociation du prix de la force de travail, mais jouer en même temps deux rôles, politique et économique. (3)

Confiant en sa propre croissance et appuyé par ces théorisations, une bonne partie du mouvement syndical affirmait la volonté de jouer un rôle politique de manière autonome, pas nécessairement contre les organisations nationalistes dont l'ANC, mais en toute indépendance, sur la base des « intérêts de la classe ouvrière ». Cette position fut notamment défendue lors du congrès de 1982 de FOSATU durant lequel la centrale syndicale déclarait envisager la mise en place d'un « parti des travailleurs ». (4)

Ces élaborations théoriques qui ont accompagné le développement assez spectaculaire du syndicalisme sud-africain, surtout à partir de la fin des années 70, n'ont toutefois pu déboucher, comme l'a bien démontré Claude Jacquin (5), sur une orientation claire. Les organisations ont en effet oscillé entre plusieurs options. Des positions social-démocrates « radicales » étaient mises en avant par certains secteurs syndicaux, notamment le syndicat du textile, préconisant une

action politique sous forme de « pression », pour influencer les acteurs politiques, y compris l'ANC, mais sans poser la question du pouvoir. Le « socialisme » restait une lointaine utopie et non un programme politique pour lequel lutter. La classe ouvrière devait donc se contenter d'améliorer son sort, réformer les institutions et imposer un nouveau cadre politique, « post apartheid », dans lequel ses « droits » seraient davantage reconnus.

Parallèlement et de manière partiellement convergente, une tendance « conseilliste » ou « autonomiste », proposée entre autres par les syndicats de la métallurgie et de la chimie, fut formulée pour préconiser un mouvement ouvrier « libre de toute affiliation », exprimant sur le terrain syndical et politique sa pleine autonomie de classe. Cette autonomie devait imposer une transcendance immédiate de la lutte de « libération nationale » et déboucher sur une lutte contre le capitalisme historiquement constitué en Afrique du Sud autour de l'apartheid, dans l'objectif d'imposer un projet politique non seulement anti-raciste mais carrément socialiste. Mais les conseillistes ne surent pas mener leur logique jusqu'au bout et carrément entreprendre la formation d'un parti ouvrier en bonne et due forme (la fameuse résolution du 1982 resta lettre morte).

Une des raisons importantes de cette incapacité à « aller jusqu'au bout » des orientations politiques social-démocrate ou radicale alors mises en avant fut de toute évidence la grande offensive déclenchée par l'ANC et le Parti communiste sud-africain contre ces efforts de constituer un projet politique ouvrier autonome. Essentiellement relayée par la

3) Eddy Webster, « *The Rise of Social Movement Unionism : the Two faces of the Black Trade Union Movement in South Africa* », in P. Frankel, N. Pines et M. Swilling, *State, Resistance and Change in South Africa*, Croom Helm Publishers, 1988.

4) La proposition vint du secrétaire général de FOSATU, M. Joe Foster. Le rapport qu'il soumit au congrès de FOSATU est reproduit en annexe dans le livre de Claude Jacquin, *Une gauche syndicale en Afrique du Sud (1978, 1993)*, L'Harmattan, 1994.

5) Claude Jacquin, op. cit.

★ AFRIQUE DU SUD

South African Congress of Trade Unions (SACTU) (6), la « branche syndicale » de l'alliance ANC-PC, cette offensive fut déclenchée à la fois sur les terrains théorique et pratique. Le PC accusa le nouveau mouvement syndical de tomber dans l'« ouvriérisme », le gauchisme et le réformisme. Pour les communistes, la lutte de libération nationale contre le système de « colonialisme interne » mis en place par l'apartheid devait prendre la priorité. De cette lutte contre l'apartheid et uniquement de cette lutte émergerait une « deuxième phase » du combat autour d'objectifs explicitement socialistes. En attendant, les syndicats n'avaient pas à proposer un programme ouvrier et socialiste autonome, mais à prendre leur place dans la grande alliance contre l'apartheid.(7)

En réalité, les forces politiques alignées sur l'ANC et le PC à l'intérieur du pays, notamment dans la mouvance du Front démocratique uni (le « United Democratic Front », une coalition de groupes communautaires et de quelques syndicats), imposèrent à plusieurs reprises aux syndicats de suivre leurs mots d'ordre, par exemple dans l'organisation de grèves générales à caractère politique. Devant cette offensive concertée, les organisations ouvrières, y compris la gauche, ont dû reculer. En 1985, la constitution de COSATU, qui avait été le résultat d'après négociations entre la gauche syndicale de la FOSATU et des forces alignées sur l'ANC et le PC, se faisait sous le signe du ralliement aux thèses et orientations nationalistes (symbolisé par l'acceptation par le COSATU de la Charte de la liberté, le programme emblématique de l'ANC).

A la fin des années 80, le tournant s'accroît alors que plusieurs militants syndicaux de premier plan, y compris certaines têtes d'affiche de la gauche autonome, annoncèrent leur adhésion au Parti communiste. Lors de la dernière phase de la transition, le processus s'accéléra lorsque des dirigeants syndicaux devinrent membres du Parlement en tant que porte-parole de l'ANC. Quelques mois plus tard alors le gouvernement de l'ANC était mis en place, Alec Erwin, ex-dirigeant du syndicat de la métallurgie et ex-intellectuel organique de la gauche syndicale, devenait ministre adjoint des Finances. Parallèlement, Jay Naidoo, ex-secrétaire général de COSATU, prenait la responsabilité du programme de reconstruction et de développement, lequel avait été, sous l'impulsion syndicale, le cœur du programme électoral de l'ANC.

Tout au cours de la période, la centrale COSATU a appuyé sans hésiter cette évolution. Dans le contexte de débats post-électoraux sur la politique économique largement conservatrice élaborée par le gouvernement, les syndicats sont restés largement en marge. Même lorsqu'il fut question de formuler un nouveau cadre juridique concernant les relations industrielles, les syndicats ont fini par accepter ce qu'il n'y a pas si longtemps était inacceptable, notamment toute une série de restrictions concernant le droit de grève et une « juridisation » prononcée de l'ensemble du processus de négociation. Pendant ce temps, les grèves déclenchées en 1994 par les métallos et les travailleurs de l'alimentation, entre autres, se sont terminées en queue de poisson. Refoulés par l'inertie de la direction syndicale, des mouvements spontanés et sans lendemain

ont traversé plusieurs secteurs (le transport, les services, l'éducation). Face à l'évolution d'une politique macro économique qui s'aligne sur le FMI et le GATT, les syndicats se sont contentés de protestations de principe.

Avec ces changements, un cycle semble terminé. L'hypothèse d'un mouvement ouvrier se constituant comme protagoniste principal et autonome de la lutte pour la transformation sociale et politique semble remis à plus tard. La classe ouvrière sud-africaine qui devait, selon certaines théorisations, constituer, avec les travailleurs du Brésil, de Corée, des Philippines, l'avant-garde d'un nouveau mouvement ouvrier international, semble rentrer dans le rang, du moins temporairement.

UNE HISTOIRE EN DENTS DE SCIE

Certes, les raisons qui expliquent cette évolution récente sont multiples et complexes. Autant on ne peut expliquer cette incapacité d'« aller jusqu'au bout » par la « trahison des chefs », autant une explication strictement structuraliste (la classe ouvrière sud-africaine n'aurait pas été encore « dépaysonnée ») est insuffisante. Une relecture de l'histoire des luttes et des organisations ouvrières s'impose.

Déjà en 1991, le chercheur Robert Fine dans un ouvrage décapant sur l'histoire des résistances ouvrières en Afrique du Sud (8) proposait les paramètres d'une relecture critique. À contre-courant de l'historiographie officielle, Fine décrit la trame qui va du renforcement du mouvement ouvrier dans les années 30 jusqu'à sa désintégration à la fin des années 50. Pour Fine, le Parti communiste chercha d'abord et avant tout à subordonner les luttes ouvrières au mouvement anti-apartheid. Si le rôle du PC est à juste titre souligné, Fine ne fait cependant pas l'économie d'une analyse sociologique du mouvement ouvrier, de ses origines et de ses racines paysannes, de l'impact du type d'industrialisation mis en place en Afrique du Sud. La montée rapide du secteur manufacturier entre les deux guerres permit la progression numérique d'un prolétariat jeune. Mais aux lendemains de 1945, un virage s'effectua. L'industrie embryonnaire entra en pleine stagnation pendant que le rôle traditionnel de l'Afrique du Sud de pourvoyeur de minerais revenait au premier plan. Les syndicats enracinés dans ce jeune prolétariat industriel furent alors les grands perdants du virage pendant que l'État sud-africain, avant même l'apartheid, consolidait le système de main d'œuvre migrante non qualifiée, destinée à approvisionner les mines. En 1946, une grève puissante mais mal organisée dans les mines aboutissait à la catastrophe (les mineurs mettront plus de trente ans à se relever de cette défaite).

Au début des années 50, le PC, en proposant d'arrimer

6) SACTU constituée dans les années 1950 comme « le » syndicat de l'ANC et du PC ne put jamais décoller comme centrale syndicale, puisque le tournant vers la lutte armée des années 60 conduisit les cadres syndicaux à abandonner le terrain syndical au profit de la guérilla. Reconstituée en exil comme « centrale syndicale », SACTU se contentait tout au long des années 60-70 d'être le porte-parole « syndical » de l'ANC et du PC dans les congrès et tribunes internationales, tout en prétendant animer les luttes ouvrières en Afrique du Sud par le biais d'un appareil clandestin. Dans les faits cependant, SACTU fut dans une large mesure laissée de côté par la vague syndicale des années 70, laquelle se structura autour d'organisations syndicales totalement indépendantes et étrangères à l'organisation et à la tradition de SACTU. Les dirigeants du PC décidèrent finalement de liquider SACTU en 1991.

7) Voir notamment l'article signé par Ruth Nhere dans la revue théorique du PC (African Communist), « The danger of legal marxism in South Africa », et reproduit par C. Jacquin dans « Une gauche syndicale en Afrique du Sud » (op.cit.)

8) Robert Fine (with Dennis Davis), *Beyond Apartheid, Labour and Liberation in South Africa*, Raven Press, 1991.

le mouvement ouvrier à la lutte nationale, semblait mettre la seule proposition alternative sur la table. Par contre, contrairement aux communistes vietnamiens ou chinois, le PC sud-africain persista à voir dans l'action du parti un simple rouage du mouvement nationaliste. Autrement dit, il n'était pas question de lutter pour que le Parti se substitue à la direction nationaliste et prenne lui-même en charge l'organisation de la lutte nationale. Le facteur racial dans cette évolution n'était pas négligeable puisque le PC était encore à l'époque une organisation dominée par les Blancs et dans une moindre mesure, les Indiens et les Métis. Mais cette situation fut elle-même le résultat d'un manque d'audace de la part des communistes qui auraient eu, tout au moins, selon Fine l'opportunité de carrément prendre la tête du mouvement national dans les années 20 et au début des années 30, lorsque l'ANC était sans influence, dominée par une élite noire très restreinte et majoritairement conservatrice.

Un tournant de type maoïste (comparable au virage des communistes chinois, après l'échec de l'insurrection de Shanghai, vers la guerre populaire prolongée dans les campagnes), axé sur la mobilisation des paysans prolétarisés, aurait-il été possible en Afrique du Sud ? La question reste posée. Pour sa part, Fine, qui ne croit pas à une telle optique, explique que la stratégie adoptée fut le pire des choix. D'une part, les embryons d'un mouvement ouvrier militant établi dans le secteur manufacturier et qui cherchait à s'implanter dans les mines furent carrément mis à mort par la ligne du PC préconisant le virage nationaliste et la surpolitisation des luttes (il était davantage important de planter le drapeau du nationalisme de l'ANC que d'organiser des sections syndicales viables). D'autre part, en se subordonnant à l'ANC, le PC s'empêchait même de développer un nationalisme populaire et militant, enraciné sur les résistances à la base.

Cet obscur tournant des années 50-60 et qui se traduisit par une formidable défaite, non seulement pour le mouvement ouvrier, mais aussi pour l'ensemble du mouvement national et démocratique sud-africain, fut sciemment occulté par le Parti communiste. C'est ainsi que, selon les intellectuels proches du PC, la défaite de la grève des mineurs de 1946 fut transformée en « victoire » aboutissant à la « radicalisation » du mouvement nationaliste.⁽⁹⁾ En effet, au début des années 50, l'ANC proclamait une nouvelle orientation axée sur la lutte armée, selon l'expérience africaine alors en cours. Mais sur le fond, le mouvement resta confiné à une ligne très modéré. D'autre part, la direction de l'ANC (et du PC) préconisa une stratégie basée sur une ANC « professionnalisée », impliquée par exemple dans la préparation de la

lutte armée, dans une conception de type « foco » (avant le nom), isolée des masses et centrée sur de petits groupes de guérilleros prétendument professionnels. Cette dérisoire tentative de lancer la lutte armée dans des conditions d'impréparation et d'aventurisme provoqua une nouvelle catastrophe où l'ensemble du mouvement démocratique fut fourvoyé. Décapitée ou forcée à l'exil, la résistance subit une formidable régression, qui durera jusque dans les années 70.

Plus de quinze ans plus tard, la vieille taupe refait pourtant surface. Encore là, des changements dans l'organisation du capitalisme sud-africain font effet. La défaite des résistances ouvrières des années 50

catalysa un boom capitaliste important, d'abord dans le secteur minier, secondairement dans l'expansion d'un secteur manufacturier de substitution d'importations. Peu à peu dans les usines se stabilisa un « nouveau » prolétariat semi-qualifié et de ce processus, un « nouveau » mouvement syndical prit pied en apparaissant au grand jour à Durban en 1973. Trade-unioniste dans le bon sens du terme (près et issu de la base), impulsé par ses luttes et animé par une nouvelle génération de militants (des gauchistes blancs et indiens aux jeunes noirs éduqués par l'action ouvrière chrétienne), ce mouvement, organisé à l'extérieur de l'influence politique et organisationnelle de l'alliance ANC-PC, ne cessa de croître.

À la fin des années 70, tel qu'évoqué auparavant, les organisations les plus militantes comme FOSATU commençaient d'ailleurs à poser la question de l'organisation et du pouvoir politique. D'autant plus que les liens tissés entre l'usine et la township avaient un effet d'entraînement sur la nouvelle génération de mouvements jeunes rejetant la passivité de l'ANC et tentés par le discours militant du Mouvement de la conscience noire.

Face à ces changements, le PC déclencha une bataille

9) Le pire exemple de cette falsification historique fut publié sous forme de l'histoire de SACTU, "Organize or Starve, the History of SACTU", écrit en 1980 par Ken Luchart et Brenda Wall, deux sympathisants de SACTU. Toute l'histoire ouvrière de l'Afrique du Sud y était résumée en l'effort du PC pour ramener les syndicats sur la « ligne juste » contre les conspirations trotskistes et gauchistes. Une histoire non moins déformée mais au moins plus intelligente a été proposée par Jeremy Baskin, un cadre du PC et de COSATU, « Striking Back, an History of COSATU », Raven Press 1991. Pour Baskin, l'histoire du mouvement ouvrier est totalement linéaire, sans contradictions ni débats, dans un mouvement de progression croissante où la classe ouvrière sans cesse s'approche du pouvoir mais jamais n'y parvient !

acharnée contre cette nouvelle gauche. Dans certaines townships, des jeunes manipulés par le PC s'attaquèrent même physiquement aux militants syndicaux. Le PC parallèlement mit en place plusieurs « syndicats » sans existence réelle sur le terrain mais se présentant comme des alternatives, avec un large appui à l'extérieur du pays. Parallèlement, le secteur des mines, inorganisé depuis 1946, put se réanimer, mais non par un travail de base comme dans le secteur manufacturier, mais par une « entente au sommet » entre une nouvelle génération de leaders noirs et les grands patrons des conglomérats miniers. Une nouvelle dynamique syndicale « à trois » (FOSATU, syndicats créés par le PC et syndicat des mineurs) s'est alors développée, jusqu'aux pourparlers qui menèrent à la création de COSATU en 1985.

La création de COSATU marqua l'apothéose en même temps que le début du déclin syndical en Afrique du Sud. D'une part, la gauche syndicale de FOSATU, avec ses orientations social-démocrates et conseillistes, ne put élaborer vraiment un projet politique cohérent et s'opposer à l'hégémonie idéologique de l'ANC et du PC. D'autre part, le centre de gravité syndical se déplaça, de par la force du nombre, vers le secteur minier, qui représentait à la fois le secteur le moins organisé syndicalement et le plus susceptible, du fait de sa composition, de sympathiser davantage avec le populisme et le nationalisme qu'avec un projet socialiste basé sur la perspective du pouvoir ouvrier. Dernier facteur enfin qui joue un rôle considérable, le capitalisme sud-africain entré en crise à partir de la fin des années 1970 mit fin à l'expansion du secteur manufacturier, limitant ainsi la reproduction du prolétariat semi qualifié des usines. Dans plusieurs secteurs industriels, cette récession provoqua des milliers de licenciements et en conséquence un considérable ralentissement des luttes.

La direction du Parti communiste comprit très vite cette évolution. Pour capter le radicalisme latent, le PC adopta un langage populiste militant, parlant d'insurrection populaire, de lutte armée de masse, de « modèle vietnamien ». Avec ces slogans impraticables et prématurés, plusieurs centaines de jeunes noirs se lancèrent dans l'« insurrectionnisme » d'une manière totalement désorganisée et destructive. Cette évolution eut le même effet que le guérillérisme des années 60, en démobilisant les masses au profit de petites bandes très mal organisées et incapables de menacer sérieusement l'armée et la police sud-africaine. Dans ce nouveau contexte, le mouvement syndical fut emprisonné dans une logique d'« appui » à une stratégie dont il était totalement dépossédé. La forme principale de lutte ouvrière devint d'ailleurs la grève « passive », les « stay-aways » qui vidaient les usines de travailleurs mais qui en même temps confinaient (assez souvent par la force) les travailleurs dans les townships, sous la coupe de bandes semi-militarisées s'auto-proclamant « groupes de choc » de la révolution. Tout un travail syndical de lutte et d'organisation à la base fut ainsi peu à peu mis de côté.

Ce virage radical permit cependant au PC de se créer une nouvelle base de jeunes et de militants qui estimaient encore que l'apartheid, tel que l'affirmaient l'ANC et les communistes, était à la veille d'être « renversé », au profit

d'un nouveau « pouvoir populaire et révolutionnaire ». Mais cette rhétorique s'estompa peu à peu. À la fin des années 80, l'État sud-africain sous l'impulsion de la bourgeoisie locale et de l'impérialisme commença à tendre des perches à l'ANC. Au début, ces offres de négociations restèrent en dessous du seuil minimal (elles ressemblaient à ce qu'Israël a fini par faire accepter à la direction de l'OLP), offrant à l'ANC un inégal partage du pouvoir tout en préservant le pouvoir blanc. Mais peu à peu, un compromis plus sérieux s'échafauda, lorsque Nelson Mandela encore en prison entreprit de proposer au régime blanc des concessions substantielles par rapport aux revendications historiques du mouvement nationaliste. Après des tergiversations, les conditions furent enfin posées pour le « grand compromis ». Libéré en 1990, Nelson Mandela reprit en main le mouvement nationaliste. Assez rapidement, la direction du PC, animée par Joe Slovo, laissa tomber la perspective historique de « renverser l'État » et de restructurer l'économie.

C'est d'ailleurs dans ce contexte qu'une partie de la gauche syndicale tenta d'élaborer un modèle alternatif de développement. Ces travaux appuyés par un groupe d'universitaires cherchaient à faire face à deux problèmes. Le premier et le plus important était la consolidation d'un discours néolibéral au sein de l'ANC, qui rejetait pratiquement toute perspective de transformation économique. À ce néolibéralisme, la gauche répondit par un programme à saveur keynésienne. C. Jacquin dans son livre porte un jugement globalement négatif sur cette évolution qu'il perçoit comme une capitulation « inutile », qui n'a même pas permis à la gauche syndicale d'influencer l'ANC tout en perdant « à gauche » (la base syndicale a été déstabilisée par la nouvelle orientation proposée, qui abandonnait le discours historique de la « libération » et du « socialisme »). En pratique toutefois, les choix n'étaient pas illimités. Pour rester pertinente dans le contexte sud-africain (il y avait aussi le contexte international de la chute du « socialisme » dans l'ex-URSS), la gauche se devait d'avancer des propositions concrètes s'inscrivant obligatoirement dans une perspective réformatrice (les conditions n'étaient pas réunies, évidemment, pour envisager une rupture révolutionnaire en Afrique du Sud).

Le deuxième obstacle auquel la gauche syndicale est confrontée est justement lié à l'héritage stalinien, réinterprété dans les années 80 dans le langage de l'insurrection et de la révolution. Le virage « radical » du PC a été une catastrophe objective, dans le sens qu'il a dévoyé une lutte qui potentiellement aurait pu devenir révolutionnaire. Il a été aussi une catastrophe subjective. Le populisme à saveur démagogique a été le support de l'insurrectionnisme, une vision totalement erronée de la transformation, de la révolution et du socialisme. Une partie importante de la population des townships, terrorisée par des bandes de voyous se réclamant de la « révolution » (10), a fini par assimiler l'idée de révolution à celle de terreur et de violence. Pour les autres, principalement la génération « sans espoirs » des jeunes désœuvrés, la révolution n'était que le moyen de parvenir à s'insérer dans une société les rejetant. L'aboutissement ultime de ce processus ne pouvait que dégénérer dans une violence populiste, dans une version sud-africaine de Sendero Luminoso (l'hypothèse reste encore posée, dans le cadre du développement d'une opposition populiste à l'ANC, animée notamment par Winnie Mandela).

C'est en raison de ce deuxième obstacle que la gauche syndicale tenta de proposer un virage axé sur l'organisation, la conscientisation, la formation, mais aussi un programme de changement réformiste-radical, porté par les revendications de base des masses et dans le cadre d'une analyse qui estimait qu'un processus de rupture révolutionnaire n'était pas à l'ordre du jour.

RETOUR À LA CASE DÉPART ?

L'évolution récente du mouvement ouvrier s'inscrit en continuité avec son histoire, une radicalisation interceptée et dévoyée par un Parti communiste davantage rompu aux luttes politiques mais qui ne désire pas orienter les mobilisations vers une rupture de type révolutionnaire; un effort organisationnel brisé par la crise et la restructuration capitaliste; une génération militante sacrifiée par des années de lutte dure, sans débouchés politiques réels.

Aujourd'hui en Afrique du Sud, le mouvement ouvrier est désorienté. Une bonne partie de ses cadres s'est redéployée, les uns pour rejoindre le gouvernement de l'ANC, les autres pour être absorbés par l'entreprise privée qui cherche à changer la couleur de ses porte-parole. La direction de COSATU n'a aujourd'hui pratiquement aucune crédibilité, ni à la base, ni au sommet où le gouvernement comme le patronat savent bien à quoi s'en tenir quant à la force réelle du mouvement syndical. De puissants syndicats, les métallurgistes par exemple, sont ébranlés par une série de défaites successives. Des mouvements spontanés et inorganisés et des grèves sauvages traduisent la combativité, mais surtout le désespoir d'une frange grandissante de la classe ouvrière.

Deux importantes différences sont cependant à noter entre la situation actuelle et celle qui a prévalu dans les cycles précédents. D'une part, le Parti communiste a achevé son rôle historique. Non pas que l'organisation comme telle soit appelée à disparaître, du moins à court terme. Des secteurs importants des masses, y compris des syndicalistes, s'accrochent encore au PC comme ultime « rempart » de la lutte. En pratique toutefois, le PC s'est déjà auto-dissolu puisque ses structures sont inopérantes, qu'une bonne partie de sa direction est ouvertement liquidationniste et que sur l'essentiel, le Parti refuse d'avoir une activité et un discours indépendants de ceux de l'ANC. Reste à savoir si cette liquidation deviendra officielle. Il est probable que les dirigeants de l'ANC, à commencer par Mandela, soient contre cette dissolution puisqu'elle ouvrirait la voie à la reconstitution d'un parti de gauche carrément et explicitement indépendant.

Pour la gauche syndicale et populaire, le dilemme est le suivant. La rupture avec l'ANC est indispensable, mais les coûts de cette rupture, à court terme du moins, seront très élevés. Les scissions seront nombreuses, l'hostilité implicite de certains secteurs de l'ANC pourra devenir explicite et violente, les masses seront désorientées. Le débat est cependant ouvert. La question-clé reste l'élaboration d'un programme de gauche ancré dans la réalité sud-africaine et capable de conjuguer le court terme (les revendications immédiates, de nature réformiste) avec le long terme (les conditions à poser pour une rupture de type révolutionnaire).

Autre différence encore plus importante, les termes de la lutte sont radicalement transformés. En dépit de la transition démocratique inachevée et de la perpétuation de la domina-

tion capitaliste, l'Afrique du Sud n'est plus cette société racialement divisée. La lutte nationale a également terminé son cours bien que la nouvelle polarisation sociale garde encore largement les stigmates du racisme et du colonialisme des périodes antérieures.

Dans ces conditions, les prochaines vagues de résistance ne pourront simplement reproduire les schémas du passé. Elles devront nécessairement se redéfinir sur un projet plus précis sur les objectifs de la transformation sociale désirée, répondant aux attentes diversifiées de masses qui ne sont pas exclusivement des attentes « de classe » ou « nationales ». Les revendications d'égalité pour les femmes, l'avenir des jeunes, les droits exigés par des minorités ethniques ou linguistiques seront autant à considérer et à développer pour définir le programme de transformation, sans oublier, bien sûr, les revendications de classe comme telles qui ne pourront plus être enveloppées dans le paradigme de la libération nationale. À cela il faudrait ajouter l'importance de réinventer le domaine du politique et de l'organisationnel, briser les schémas autoritaires et élitistes du passé (LE parti d'avant garde), élaborer des alternatives faisant davantage appel à la décentralisation, aux réseaux, à la participation démocratique la plus large. Comme l'affirme E. Godongwana, le secrétaire général du syndicat des métallurgistes (NUMSA), la gauche devra utiliser l'espace dont elle continue de disposer, notamment dans le mouvement populaire et syndical, et se « réinventer » : « *la lutte révolutionnaire pour transformer la société ne commence pas avec la capture de l'État, elle se fait aussi tous les jours dans nos batailles dispersées* ».



10) Les «com-totsies» comme on dit en Afrique du Sud, en amalgamant «comrades» et «totsies» qui veut dire bandit.

INPRECOR
Correspondance de Presse Internationale

Revue mensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

*
Éditée par PEGI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562

*
Rédaction — Administration : PEGI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France Tél : (33-1) 43 79 29 60 Fax : (33-1) 43 79 29 61 E-Mail : inprecor@igc.apc.org

*
Gérant et Directeur de publication : Jean Malewski C.P. n° 59117. ISSN 1 0294 - 8516

*
Imprimé par Rotographie 2, Rue R.Lenoir, 93100 Montreuil

*
Diffusé dans les librairies par DIF'POP' SARL, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, France.

L'année Engels

CETTE ANNÉE 1995 est celle du premier centenaire de la mort de Friedrich Engels, le compagnon de Karl Marx, co-fondateur du marxisme, dirigeant et éducateur du mouvement ouvrier international jusqu'à sa mort, douze ans après celle de son grand ami.

Plusieurs colloques, internationaux pour la plupart, ont été organisés ou sont prévus à cette occasion, dans plusieurs villes : La Havane, Wuppertal (Allemagne), Paris, Milan, Madrid, Mexico, ainsi que d'autres villes d'Afrique et d'Asie.

Dans la foulée du Colloque Marx International qui s'est tenu à Paris quelques jours auparavant (voir article suivant), le Colloque Engels organisé par Georges Labica, à l'Université de Paris X-Nanterre du 17 au 20 octobre, est venu souligner à quel point l'apport théorique de Marx et Engels était encore vivant, et bien vivant, en dépit de la vogue des faire-part de décès et autres notices nécrologiques, incessamment recommencées au cours du siècle qui vient de s'achever.

Les colloques Engels remplissent cependant deux fonctions particulières dans ce retour, partout constaté, du « spectre de Marx » : l'une d'ordre général, l'autre rattachée à l'actualité. La première est de souligner la contribution fondamentale de Friedrich Engels, véritable alter ego de Marx, à la formation de leur théorie commune, et de dégager en même temps son apport spécifique au corpus théorique du marxisme classique.

Que ce soit en raison de la division du travail entre les deux amis, ou par le fait qu'il survécut à Marx pendant des années cruciales pour l'avenir de l'humanité en général, et du mouvement ouvrier en particulier, Engels a apporté, en effet, nombre d'idées originales et quelques rectifications de la plus haute importance à la théorie marxiste. Les lettres qu'il rédigea au cours des dix dernières années de sa vie à ses divers et nombreux correspondants, représentent la première grande défense et illustration du marxisme révolutionnaire et critique, contre le « marxisme » dogmatique et la dérive adaptative à l'ordre bourgeois de la social-démocratie.

D'autre part, ce même aspect de l'apport de Friedrich Engels est celui qui en fait ressortir toute l'actualité dans le monde contemporain. C'est dans la réflexion d'Engels que l'on trouve les éléments majeurs d'une pensée marxiste de l'époque impérialiste, de même que la préséance d'une dégénérescence à venir de cette même pensée et du mouvement qui s'en réclame. Et c'est sans doute l'effondrement de la chape de plomb du stalinisme qui, en suscitant un retour régénérateur aux sources du marxisme, permet à nouveau de prendre pleine conscience de cette actualité.

DIX ANS APRES LA MORT D'ENGELS, Franz Mehring, tout en soulignant la modestie excessive et l'abnégation de l'ami de Marx, ces deux traits de son caractère qui frappent quiconque se penche sur sa biographie, affirmait de façon prémonitoire que, dans la période à venir, il y avait un danger réel que l'apport théorique et politique d'Engels fût sous-estimé. Dans les décennies qui suivirent, cette mise en garde de Mehring s'est avérée plus que justifiée. Non seulement l'apport d'Engels a été sous-estimé, mais il a été l'objet d'une entreprise systématique de dénigrement, aux motivations contradictoires comme c'est souvent le cas. Quand Engels n'était pas accusé de contamination hégélienne du marxisme, il était voué aux gémonies pour « positivisme » aggravé. Dans un cas comme dans l'autre, Marx était joué contre Engels, contrairement à l'évidence même de leur profonde et inséparable communion de pensée. En cette année du centenaire, un

gros effort aura été fait pour réparer ce qui est à la fois une injustice historique et une compréhension déficitaire du marxisme.

Salah Jaber ★

Marx International

COMBIEN DE FOIS, ces dernières années, n'a-t-on dit Marx mort et enterré ? Son œuvre condamnée, au pire à l'ignominie, au mieux à l'embaumement universitaire. C'est un impressionnant démenti à ces sinistres de profundis qu'a apporté le Congrès Marx international qui s'est tenu du 28 au 30 septembre à la faculté de Paris-X Nanterre en France. Plus de 1 000 participants, 3 jours de débats, une centaine de revues impliquées, plus de quarante ateliers et de deux cents interventions : l'initiative a rencontré un réel succès.

L'idée est venue à la revue actuel Marx, dirigée par Jacques Bidet et Jacques Texier, qui a proposé la coorganisation de ce congrès à une dizaine de revues françaises se référant au marxisme, dont Critique communiste, la revue trimestrielle de la LCR. Le comité d'organisation a proposé, au plan national et au plan international, à toutes les revues intéressées de s'associer à l'initiative. Beaucoup ont répondu positivement. Le grand nombre de revues latino-américaines, en particulier argentines, a été tout à fait remarquable. Le communiqué final, qui fixe un nouveau rendez-vous dans trois ans, a pris acte d'une forte volonté et maintenir des liens, d'ouvrir des perspectives d'échanges et de réflexions à l'échelle mondiale, entre toutes ces composantes qui, dans leur grande diversité, ont ceci de commun de se référer à un marxisme vivant. Le choix de l'ouverture et du pluralisme a donc été payant, assurant la richesse et le succès de ce congrès Marx qui a connu, une fois n'est pas coutume, un grand écho dans la presse française.

C'est à un véritable foisonnement qu'à donné lieu cette rencontre. Foisonnement d'échanges, et foisonnement d'idées dans la mesure où, à travers les séances plénières et les ateliers, ont été discutés de très nombreux thèmes. Bien entendu, nombre de communications et de débats ont pu être jugés de valeur très inégale, voire insatisfaisants compte tenu des limites obligées d'une telle réunion.

SI CETTE DERNIERE présentait d'abord une dimension intellectuelle et universitaire, elle a été aussi marquée par une forte aspiration politique : Celle d'affirmer un marxisme vivant, actuel, travaillant les problèmes brûlants de notre temps. Les thèmes traités en plénum en témoignent : après la séance inaugurale, où sont intervenus Samir Amin, Perry Anderson et Alain Lipietz, ils ont porté sur : le marxisme dans le bilan du siècle ; l'écroulement du « socialisme réel » ; la mondialisation du capitalisme, capitalisme, nature, culture ; L'enjeu des nouvelles luttes sociales ; l'alternative au capitalisme, etc.

Lors du plénum de conclusion, un texte d'hommage à Ernest Mandel a été lu par le président de séance.

Un compte-rendu de l'ensemble des travaux doit être publié dans le cadre d'un numéro spécial de la revue *Actuel Marx*. Mais, incontestablement, et sans attendre cette publication, le Congrès Marx revêt une portée dynamisatrice. N'a-t-il pas confirmé qu'ils étaient fort nombreux, et actifs, tous ceux pour qui Marx est bien vivant, et le marxisme un instrument d'analyse plus indispensable que jamais pour comprendre et changer le monde ?

Francis Sitel ★

Nouvelles du Monde